Montréal mardi 24 août 2010 Le plus grand quotidien français d'Amérique
126e année N° 251 40 pages, 4 cahiers

75 ¢ taxes en sus – Édition provinciale **89 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées



Le grand Rien LA CHRONIQUE DE PIERRE FOGLIA PAGE A5



Natalie Gray porte encore la marque d'une balle de caoutchouc qu'elle aurait reçue lors du sommet.
PHOTO AARON HARRIS, THE GLOBE AND MAIL

G20 COMPARUTION DES MANIFESTANTS ARRÊTÉS

SOMMET DE FRUSTRATIONS

Des accusations maintenues et des explications ténues : les manifestants qui comparaissaient hier à Toronto ont exprimé de la colère, de l'incompréhension et du découragement.

MALORIE BEAUCHEMIN PAGES A2 ET A3

Les deux côtés de la clôture
LA CHRONIQUE DE MARIE-CLAUDE LORTIE PAGE A3

EXCLUSIF

DUEL À LA TÊTE DE LA FTQ

Au centre de la controverse depuis plusieurs mois, Michel Arsenault devra se battre pour conserver son poste de président, une première à la FTQ. René Roy, secrétaire général de la centrale, espère le déloger au congrès de l'automne. **DENIS LESSARD** PAGE A5

COUPE ROGERS

APRÈS LA PLUIE, LE BILAN



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Le soleil a fini par briller et la Danoise Caroline Wozniacki (notre photo) a pu triompher en finale de la Russe Vera Zvonareva, 6-3, 6-2. Mais tout n'est pas radieux pour autant. Nos journalistes font le bilan d'un tournoi qui n'a pas rempli toutes ses promesses.

SPORTS PAGES 1 À 3

LES ESCAPADES DE TIGER WOODS ONT RAISON DE SON MARIAGE

SPORTS PAGE 6

L-V 621 924 987 651

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
« Aujourd'hui, je regarde Télétoon toute la journée. »
— Jean Charest

Venez voir mon blogue! **cyberpresse.ca/laporte**

ACTUALITÉS

COMMISSION BASTARACHE

LES PROCUREURS AVANCENT À TÂTONS

Marc Bellemare a refusé de se prêter à un interrogatoire qui aurait servi de point de départ aux travaux de la Commission. Les procureurs n'ont donc pu se préparer en posant des questions précises aux autres témoins.

DENIS LESSARD PAGE A7

COUPLE ÂGÉ TROUVÉ SANS VIE À VAL-BÉLAIR

UN PACTE DE SUICIDE?

PAGE A13

LA PRESSE AFFAIRES

FUSIONS ET ACQUISITIONS

LES GÉANTS ONT RETROUVÉ L'APPÉTIT

Les grandes entreprises profitent de leurs liquidités abondantes et du crédit bon marché pour mettre la main sur un concurrent.

STÉPHANE PAQUET PAGES 1, 2 ET 3



PotashCorp
PHOTO PC

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Un tsunami, vraiment?

LA CHRONIQUE DE CLAUDE PICHER PAGE 1

120 JOURS SOUS TERRE



PHOTO REUTERS

Les 33 mineurs chiliens coincés à 700 mètres de profondeur depuis 19 jours, à la suite d'un éboulement, devront encore attendre de 3 à 4 mois avant de revoir le jour. D'ici là, leur seul lien avec la surface est une sonde par laquelle ils reçoivent des vivres et des médicaments.

PAGE A15



*Solde unique, ne peut être jumelé à aucune autre offre.

SOLDES 6-31 AOÛT

MONTRÉAL - 505 Avenue du Président Kennedy
Tél. 514-350-9070 - montreal@roche-bobois.com

LAVAL - Quartier Laval - 660 Boulevard Le Corbusier, L7
Tél. 450-688-6000 - laval@roche-bobois.com

TORONTO - 101 Parliament Street
Tél. 416-366-3273 - toronto@roche-bobois.com

rochebobois PARIS

www.roche-bobois.com

G20 COMPARUTION DE MASSE À TORONTO

DES ACCUSATIONS, MAIS PEU D'EXPLICATIONS

Trois cent trois manifestants arrêtés en juin pendant le week-end du G20 ont comparu hier au palais de justice de Toronto. Contrairement aux attentes, la plupart d'entre eux ont appris que les accusations dont ils faisaient l'objet étaient maintenues.

Ils ont toutefois obtenu peu de détails sur la preuve amassée contre eux. Les Québécois qui ont pris la route de Toronto pour faire face à la justice en reviennent avec l'impression de s'être déplacés pour rien. Est-ce le début d'une guerre d'usure contre les contestataires, comme le craint un avocat de la défense?



PHOTO FERNANDO MORALES, THE GLOBE AND MAIL

Des manifestants ont défilé hier devant le quartier général de la police de Toronto pour réclamer le retrait des accusations liées au sommet du G20.



MALORIE BEAUCHEMIN

TORONTO — Colère, incompréhension, découragement. À la sortie de leur première comparution devant la Cour de justice de l'Ontario, hier, des dizaines de Québécois arrêtés pendant la fin de semaine du G20 à Toronto ont trouvé bien peu de réponses à leurs questions.

Pour la majorité d'entre eux, les accusations ont été maintenues, sans qu'on leur fournisse les détails de la preuve que les autorités ont contre eux.

« C'est un non-sens, a déploré Karine Théorêt, 27 ans, devant la juge de paix Claudette Holmes. J'ai été arrêtée arbitrairement, détenue sans savoir pourquoi pendant 60 heures. On arrive ici après deux mois et on ne sait toujours pas pourquoi on a été arrêtés. Et on ne le saura pas pendant encore deux mois? Ce sont des délais déraisonnables. »

Dans un tribunal bondé de l'ouest de Toronto, 303 individus – dont le tiers étaient québécois – ont comparu à tour de rôle, en petits groupes de « coaccusés » (même si la plupart d'entre eux affirment ne pas connaître ceux avec qui on les accuse d'avoir conspiré).

Les accusations ont été retirées pour quelques douzaines de personnes, mais les dizaines de Québécois appréhendés le matin du dimanche 27 juin dans un gymnase de l'Université de Toronto ont vu l'accusation de « complot en vue de commettre une infraction » maintenue. Ils doivent retourner devant la Cour le 14 octobre et ont chacun reçu un document résumant la preuve contre eux.

« On est venus ici, à Toronto, pour rien. Il n'y a rien là-dedans (le document) qui parle de mon cas à moi », a déploré Maryse Poisson, 21 ans, membre du Regroupement des arrêtés du G20.

Pire, dans le cas de certains des accusés du gymnase, les motifs de leur arrestation décrits dans le document (en anglais seulement) semblent se contredire. C'est le cas d'Étienne Richard-Bacon. Les autorités policières soutiennent d'abord qu'il était vêtu de noir le samedi et qu'il aurait participé aux actes de vandalisme commis dans les rues de Toronto. Puis on soutient qu'il a plutôt été arrêté le lendemain matin pour avoir conspiré en prévision de la manifestation du dimanche. « C'est complètement ridicule, j'étais habillé en carnaval pour être facilement identifiable », soutient l'étudiant de 23 ans.

Manque de temps

Dans l'une des trois salles d'audience monopolisées pour cette comparution de masse, l'avocate de la poursuite, Karen Erlick, a expliqué que la police de Toronto n'avait pas eu le temps de remplir les dossiers de divulgation de preuve de tous les accusés en raison de leur nombre et parce que l'enquête se poursuit.

« On est venus ici, à Toronto, pour rien. Il n'y a rien là-dedans (le document) qui parle de mon cas à moi. »
— Maryse Poisson, une accusée

« La Couronne s'est engagée à fournir tous les documents pour le 14 octobre », a assuré la juge Holmes, alors que la procureure ouvrait la porte à la possibilité que certaines accusations tombent en incitant les accusés à téléphoner à son bureau dans la semaine précédant leur audience.

Le Regroupement des arrêtés du G20 (RAG20), une organisation montréalaise, espérait l'abandon de plusieurs des accusations dès les comparutions d'hier.

À quelques-uns, la Couronne a offert un programme de déjudiciarisation – une entente dans laquelle les accusations sont retirées en échange d'un don à un organisme de charité torontois et d'un engagement à ne pas troubler l'ordre public pendant un an.

Marc Laramée, 27 ans, du quartier Émard, à Montréal, a été arrêté dans une rue de Toronto le dimanche après-midi et accusé de possession d'armes – il avait dans son sac une pince, une clé à molette et des ciseaux en plastique. Hier, il a refusé de verser 25$ à un organisme caritatif. « Si j'acceptais (de faire cela), je donnais raison aux policiers de m'avoir arrêté, a dit M. Laramée. Je n'ai rien fait de mal. »

Dominic Palladini, délégué du RAG20, abonde dans son sens. « Si les accusés acceptent, ils s'incriminent eux-mêmes », soutient-il. De plus, il serait pratiquement impossible pour ceux qui acceptent une entente de participer par la suite à un éventuel recours collectif.

À ce sujet, la juge de paix Holmes a indiqué que les requêtes pour violation des droits pendant l'arrestation et la détention – que plusieurs voulaient formuler hier – devront être entendues aux procès seulement.

« Une guerre d'usure »

Pour l'avocat Denis Poitras, qui représente certains des Québécois arrêtés – plusieurs se défendent seuls –, la poursuite est tout simplement en train de faire « une guerre d'usure ».

« On multiplie les audiences, les accusés doivent se déplacer, ils n'ont pas d'argent, ce sont des étudiants, déplore Me Poitras. Ils n'ont pas droit à l'aide juridique parce que la Couronne n'a pas encore décidé s'ils étaient passibles de peines de prison ou non. La divulgation de la preuve est incomplète. On tourne en rond. »

« Le problème des policiers et de la Couronne, c'est qu'il faut qu'ils justifient les arrestations, a-t-il ajouté. Ils ont arrêté 1000 personnes, 700 n'ont pas d'accusation, alors il en reste 300 pour qui il faut trouver quelque chose. Ça va finir avec beaucoup d'argent dépensé pour pas grand-chose. Ce ne sont pas des criminels, ce sont des manifestants. »

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 10	Loteries	A12
Bourses	AFFAIRES 6 et 7	Monde	A14 et 15
Décès	AFFAIRES 10	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 9
Forum	A16 et 17	Sudoku	AFFAIRES 4

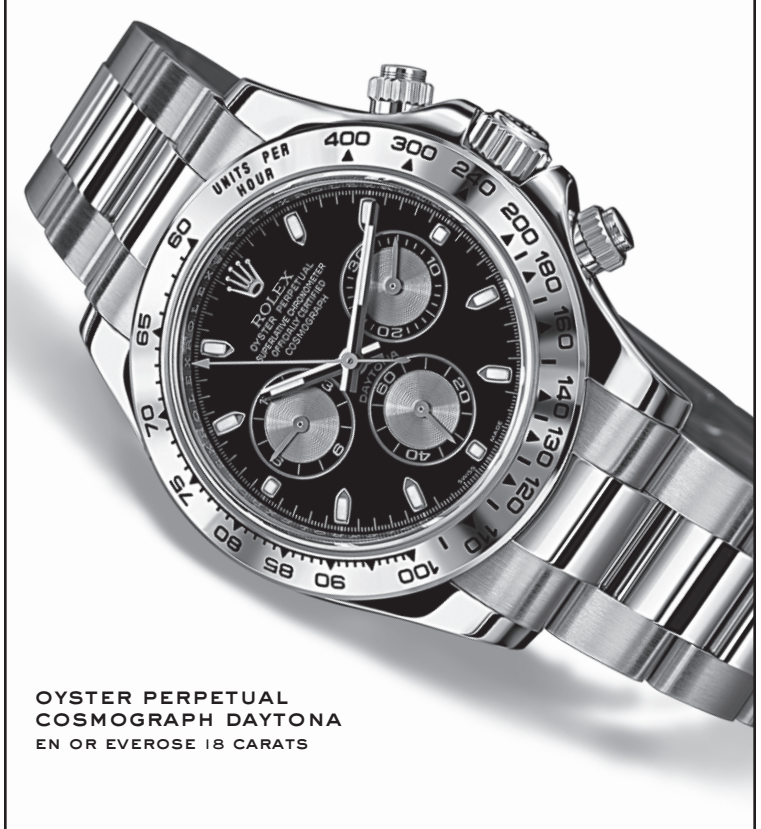
Météo

Ensoleillé avec vents légers, maximum **25**, minimum **18**. AFFAIRES **9**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

ROLEX



OYSTER PERPETUAL
COSMOGRAPH DAYTONA
EN OR EVEROSE 18 CARATS

Disponible chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL (514) 845-4651

Des parents de Québécois arrêtés témoignent

« On est fiers d'eux »

MALORIE BEAUCHEMIN

TORONTO — Après avoir entendu le récit de la détention de leurs deux filles, Jacynthe et Maryse, Denise Beaudry et Christian Poisson n'ont pas hésité: ils ont pris la route de Toronto, hier, comme d'autres parents en colère, pour venir appuyer les démarches de leur progéniture devant la Cour de l'Ontario.

« On les appuie à 100% depuis que c'est arrivé. On a assisté à des réunions avec elles, on a rencontré des avocats, on en a longuement discuté », raconte Mme Beaudry, qui a vécu des heures d'angoisse le 28 juin: elle ne pouvait communiquer avec ses jumelles de 21 ans et ne savait surtout pas dans quelles conditions elles étaient détenues.

Les parents des jumelles Jacynthe et Maryse Poisson disent appuyer « à 100% » leurs filles arrêtées pendant la fin de semaine du G20.

« Jamais je n'aurais cru entendre des histoires semblables dans un pays comme le nôtre, renchérit M. Poisson, le papa. Quand mes filles sont sorties et m'ont dit qu'elles s'étaient fait traiter de *fucking French*, qu'elles avaient été fouillées à nu à deux reprises – une fois devant un homme –, qu'elles avaient été privées de sommeil, j'ai trouvé que c'était des conditions de détention indignes d'un pays démocratique. C'est une honte, et ça se poursuit avec des accusations ridicules. »

Bernard Gagnon, 52 ans, s'est lui aussi rendu à Toronto avec son fils, Kevin, qui étudie en biochimie. Le Montréalais de 29 ans dit qu'il n'est pas militant pour deux sous et qu'il participe rarement à des manifestations. Il veut devenir chercheur et tomberait plutôt dans la catégorie rat de bibliothèque. Mais une cause lui tient à cœur: l'environnement. C'est donc armé d'une pancarte où était écrit, en anglais, « Une planète, notre responsabilité » qu'il s'est rendu à Toronto le 25 juin. Il avait entendu parler d'un transport organisé en autocar pour se rendre dans la Ville reine, et il a sauté sur l'occasion.

Puis, comme 90 de ses compatriotes, il a été arrêté le dimanche matin dans un gymnase universitaire transformé en dortoir, détenu pendant plus de 60 heures dans des conditions pénibles et est maintenant accusé de complot pour commettre une infraction.

« Ce qui me choque, c'est qu'ils l'ont relâché sans lui remettre ses lunettes, ses souliers, son cellulaire, son portefeuille ni même ses clés », critique Bernard Gagnon. Après plusieurs heures de négociations avec les autorités torontoises, Kevin a pu récupérer certains de ses biens avant de prendre la route rapidement puisqu'il avait 24 heures pour quitter Toronto, selon ses conditions de libération.

Toute cette aventure, avec les frustrations qu'elle comporte, aura eu sur Kevin un effet imprévu. « Au lieu de me faire taire, ils sont en train de faire de moi un militant, contre mon gré », affirme l'étudiant.

« On est fiers d'avoir des jeunes qui sont engagés socialement, qui veulent dire leur opinion, qui veulent s'informer et qui veulent dénoncer le manque d'enjeux, comme les changements climatiques, conclut Christian Poisson. Notre société devrait encourager tout le monde, y compris la jeune génération, à exprimer son opinion. »

G20 COMPARUTION DE MASSE À TORONTO



PHOTO AARON HARRIS, THE GLOBE AND MAIL

Natalie Gray (au premier plan), âgée de 21 ans, a comparu hier au palais de justice de Toronto. Elle affirme avoir été la cible d'un policier qui lui aurait tiré une balle de caoutchouc.



PHOTO NATHAN DENETTE, LA PRESSE CANADIENNE

Une dizaine de policiers montaient la garde devant le palais de justice de Toronto, lieu des comparutions d'hier.



PHOTO RYAN REMIORZ, LA PRESSE CANADIENNE

Le sommet du G20 de juin dernier a donné lieu à des scènes de grabuge.

Les deux côtés de la clôture



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

Depuis Seattle en 1999, on est habitués.

À chaque grande rencontre internationale de leaders politiques, des militants antimondialisation organisent des marches et des manifs.

Joyeux cocktail d'anarchistes, d'écologistes et de militants de gauche qui tiennent à remettre en question haut et fort notre système capitaliste tel qu'on le connaît, ils convergent. Éparpillés sur la planète, ils se retrouvent grâce à leurs réseaux sur l'internet et unissent leurs voix, concrètement, sur le plancher des vaches, le temps d'un événement bien ciblé.

Leurs positions sont généralement extrêmes, sans nuance, hyper-idéologiques. Mais elles sont aussi, dans la plupart des cas, assez bien documentées, cohérentes et pertinentes pour forcer une réflexion. Pour nous obliger à cogiter sérieusement, pendant quelques instants, sur notre direction collective.

Bref, ces jeunes idéalistes jouent un rôle nécessaire.

Ils tirent le pendule pendant que, assis dans nos salons, nous les regardons à la télé.

Le problème, c'est que, parmi ces manifestants qui pourraient nous réciter *The Corporation* par cœur et qui ont lu l'œuvre complète de Naomi Klein, il y a des casseurs. Des gens pour qui le rejet des structures politiques et économiques de la société passe par le bris de symboles, notamment les vitrines commerciales, incarnations ultimes de la consommation, et les voitures de police, emblèmes de l'ordre et de l'État.

En reportage il y a plusieurs années – juste avant le sommet des Amériques – dans un camp de formation pour manifestants organisé par la Ruckus Society, de Californie, on m'avait expliqué que, dans les manifs, ces briseurs n'étaient jamais officiellement sanctionnés par la majorité mais ne seraient jamais condamnés non plus par leurs pairs. L'anarchisme, pensée politique généralement embrassée par ces manifestants, c'est aussi cette acceptation sourde des « choix de mode d'action » des autres. Bref, on se refuse le droit de se trouver moralement supérieur quand vient le temps de choisir les moyens d'agir.

Le problème, c'est que cela crée souvent un flou entre les casseurs et ceux qui ne le sont pas. Et cela complique non seulement la tâche des policiers, mais rend aussi difficile l'aménagement de l'espace pour ces expressions politiques essentielles.

Cette année, en juin, quand est venu le temps de contenir les manifestations au sommet du G20 à Toronto, les policiers de Toronto ont été apparemment incapables de comprendre ces nuances nécessaires. Arrestations massives, dérapages des manifs, récits épiques et révoltants de détentions temporaires...

Quand même Dalton McGuinty, premier ministre de l'Ontario, qu'on ne peut pas vraiment accuser d'avoir des affinités politiques avec Jaggi Singh – vous savez, ce Montréalais, manifestant devant l'Éternel, qui est de toutes ces marches – désavoue publiquement le travail des policiers, c'est que quelque chose a dérapé.

Comment se fait-il que, maintenant, on ne profite pas du début des comparutions des 303 jeunes arrêtés pour faire un peu de ménage dans ce désordre et pour laisser tomber les accusations les moins justifiées?

■■■

Hier, plusieurs jeunes accusés québécois se sont rendus à Toronto pour comparaître officiellement au palais de justice, qui était totalement débordé par cette arrivée massive de jeunes. Plusieurs sont repartis chez eux avec l'impression d'avoir fait le trajet pour rien, sans comprendre aujourd'hui plus qu'en juin ce qu'on leur reproche exactement.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le fonctionnement de l'État dans toute cette affaire justifie toutes les critiques exprimées par les manifestants.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le fonctionnement de l'État dans toute cette affaire – des dépenses excessives du gouvernement Harper en matière de sécurité jusqu'aux excès des policiers sur le terrain – justifie toutes les critiques exprimées par les manifestants.

Si le but était de piquer les anars au vif, c'est réussi.

D'autant plus que, souvent, même leurs parents sont outrés. Et les appuient. On n'est plus en 1970, quand les pères de type *Papa a raison* s'énervaient devant les cheveux longs et cassaient spectaculairement les disques de musique subversive.

La génération qui manifeste contre la mondialisation est l'écho de la génération qui a marché pour le *peace and love* et contre la guerre, à la fin des années 60 et dans les années 70. Meilleur exemple, la mère de la gourou de l'altermondialisme, Naomi Klein (*No Logo*), a réalisé, au début des années 80, un des films féministes les plus marquants de l'ONF: *C'est surtout pas de l'amour – un film sur la pornographie*.

La dynamique n'a donc plus rien à voir avec jadis. L'affrontement n'est plus générationnel. Il est réellement politique et traverse les âges. Et évidemment, le pays au complet.

Depuis 1999, on est habitués. On a vu l'eau passer sous les ponts. Les manifs des grands sommets, on connaît. On a vu les Davos, on est allé à Québec, on a vu aussi Gênes et compagnie. Mais cette année, à Toronto, quelque chose a dérapé plus que d'habitude. Des deux côtés de la clôture.



NISSAN

DU GROS BON SENS PLEIN LA VUE

20¢ DE RABAIS SUR CHAQUE LITRE D'ESSENCE.*

Offre applicable sur le Murano et la Maxima.



Roadster
370Z Tourisme M6 2010

À L'ACHAT	À LA LOCATION
Financement	Financement
1,9 % jusqu'à 36 mois*	**2,9 %** jusqu'à 36 mois†



MURANO S 2010

À L'ACHAT	À LA LOCATION
Financement	Financement
1,9 % jusqu'à 60 mois*	**1,9 %** jusqu'à 48 mois†



Murano LE à TI illustrée

MAXIMA 3.5 SV 2010

À L'ACHAT	À LA LOCATION
Financement	Financement
1,9 % jusqu'à 60 mois*	**1,9 %** jusqu'à 48 mois†



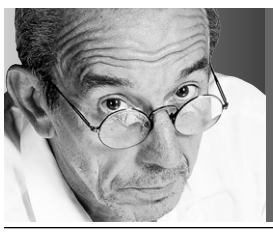


VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE▲▲ **nissan.ca**

DÉCOUVRIR_un nouveau sens

‡Louez ou achetez un/une nouvelle Versa à hayon, Sentra, Rogue, berline Altima (excluant l'Altima hybride), coupé Altima, Maxima, Murano, X-Terra, Pathfinder, Frontier ou Titan 2010 (cette offre exclue le Roadster) entre le 1er juillet et le 31 août 2010 et économisez 20 cents le litre avec la carte Prix Préférentiel, jusqu'à concurrence de 3000 litres d'essence, dans les stations Petro-Canada[MC] participantes à travers le Canada ou dans les stations North Atlantic Petroleum de Terre-Neuve. 2000 litres sur la Versa à hayon, la Sentra et le Rogue; 2500 litres sur les berline Altima (excluant l'Altima hybride), le coupé Altima, la Maxima et le Murano; 3000 litres sur le Xterra, Pathfinder, Frontier et Titan. La Carte Prix Préférentiel Nissan sera activée au cours des 72 heures suivant l'achat ou location d'un nouveau véhicule Nissan éligible.*1,9% de financement à l'achat jusqu'à 36 mois disponible pour les modèles neufs du Roadster 370Z. *1,9% de financement à l'achat, jusqu'à 60 mois disponible pour les modèles neufs du Murano 2010 / Maxima 2010. Exemple de financement pour un Roadster 370Z Tourisme BVM6 2010 (Z3SG50 AA00), transmission manuelle / Murano S 2010 (L6RG10 AA00), CVT transmission / Maxima 3,5 SV 2010 (U4SG10 AA00), CVT transmission: basé sur un prix de vente de 48 663$/ 39 973$/41 090$ à un taux de crédit de 1,9%/1,9%/1,9% sur 36/60/60 mois représente une mensualité de 1391,71$/698,89$/718,42$ avec 0$/0$/0$ de comptant initial. Frais de crédit de 1438,57$/1960,39$/2015,17$ pour une obligation totale de 50 101$/41 933$/43 105$.† Offre de location disponible sur les modèles neufs du Roadster 370Z Tourisme BVM6 2010 (Z3SG50 AA00), transmission manuelle/ Murano S 2010 (L6RG10 AA00), CVT transmission/ Murano LE (L6SG10 AA00), CVT transmission tel qu'illustré/ Maxima 3,5 SV 2010 (U4SG10 AA00), CVT transmission à un taux de 2,9%/1,9%/1,9%/1,9% pour des termes de 36/48/48/48 mois. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10 $/km supplémentaire. ‡,*, **, † Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes, immatriculation et assurance en sus et seront exigés à la livraison. Les offres de location/financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis et ne peuvent pas être jumelés à aucune autre offre. Les prix inclus le rabais du manufacturier. • Estimation de la consommation de carburant, le kilométrage réel peut varier selon les conditions de conduite. À utiliser à titre comparatif seulement.▲▲Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Le grand Rien



PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

Dimanche, il pleuvait, alors j'ai regardé deux films dans lesquels il ne se passe rien. Je sais, cela n'annonce rien de très excitant. Préféreriez-vous: dimanche, il pleuvait, alors j'ai regardé deux documentaires sur l'exploitation du gaz de schiste dans l'arrière-pays mascoutain?

Devinez combien j'ai reçu de courriels pour ma chronique de samedi, qui traitait justement du gaz de schiste au pays mascoutain? Sept. Excusez-moi d'être précautionneux, je veux m'assurer que vous comprenez bien, ici, que je ne vous fais reproche de rien. C'est juste pour comparer avec les 150 courriels reçus deux jours plus tôt à propos de cette chronique légèrement déjantée sur la poule en milieu urbain. C'est aussi – c'est surtout, en fait – pour relier tout ça à ces grands débats sur l'information que vous aimez tant à Radio-Canada ou à Télé-Québec, où une animatrice songée vous pose cette question: pensez-vous que les médias vous informent correctement?

Nnnon, réagissez-vous spontanément. Les médias divertissent; ils n'informent pas.

Qu'attendez-vous des médias, monsieur, madame?

Des analyses, des enquêtes, des opinions indépendantes, répondez-vous encore.

Vous ai-je déjà dit combien je vous aimais?

Mais revenons à ces films qui parlent de rien. Il y a deux sortes de films qui traitent du rien. Le faux, celui qui prétend parler de rien mais qui ne sait pas comment faire et dans lequel il arrive finalement plein d'affaires. Et le vrai, celui où les choses qui pourraient arriver n'arrivent pas parce que. Parce que rien, justement.

Villa Amalia, c'est le faux. Ça ne fait pas deux minutes que le film est commencé qu'Isabelle Huppert a surpris son mari en train d'embrasser une autre dame. Au même moment, pendant qu'elle regarde son mari embrasser une autre dame, un monsieur tape sur son épaule: tu me reconnais pas? C'est un ami d'enfance, gai. Trouvez pas que ça fait beaucoup en deux minutes dans un film dont le sujet est le grand Rien?

Isabelle Huppert décide de tout quitter – son mari infidèle, sa carrière de pianiste, son appartement, son linge. Elle se fait couper les cheveux et s'en va enfin vers le grand Rien lui-même. Pour arriver où? Le film ne le dit pas, mais ça ressemble terriblement à Capri, à Ibiza, à Mykonos, peut-être la Corse – une île de merde avec sûrement plein de touristes qu'on ne nous montre pas pour nous faire croire que c'est une île déserte avec une vieille cabane, la villa Amalia, aux murs blanchis à la chaux.

La vérité, c'est que le réalisateur, dont j'oublie le nom mais que les critiques ont l'air de beaucoup aimer, n'a pas la moindre foutue idée de ce qu'est le grand Rien. Il n'arrête pas de faire arriver des affaires: Isabelle Machin s'aventure trop loin en mer, elle va être sauvée par une poupoune qui passait en yacht, elle aura une aventure avec la poupoune... Les critiques, même mes préférés, ont adoré ça. Ça doit être parce qu'il n'y a pas de poursuite en voiture ni de Patrick Huard dedans. Je comprends surtout qu'eux non plus n'ont aucune foutue idée de ce qu'est le grand Rien.

Ils devraient me lire plus régulièrement.

Ah oui, l'autre film, le vrai, celui où il ne se passe vraiment rien, magnifique de lenteur, s'appelle *Cairo Times*, avec Patricia Clarkson, qui est un très belle madame dans la cinquantaine dont la douceur du visage m'a rappelé celui de Françoise Kayler. On doit *Cairo Times* à une Canadienne, Ruba Nadda. Le rien, c'est exactement ça: une histoire qui pourrait arriver mais qui n'arrive pas parce que. Parce que c'est comme ça, c'est tout.

■■■

RETROUVAILLES — Je ne dirai pas avec quelle impatience j'attendais le retour de René Homier-Roy. Il faudrait pour cela que je dise aussi combien m'insupporte son jovialisant et estival remplaçant – mais a-t-on le choix? C'est lui ou les pubs criardes de la radio privée. Bref, j'attendais le vrai, et je l'ai manqué.

J'ai passé tout droit, comme on dit. Quand je me suis levé, tout embrumé, il restait 20 minutes à la première émission de cette nouvelle saison, et tout ce qui m'en est parvenu à travers les brumes, c'est cet intempestif Soleil, du prénom d'une fille de sa nouvelle équipe, Annie-Soleil. Qu'on m'entende bien, la fille elle-même est sûrement formidable, mais c'est ce mot, tellement excessif, Soleil, qu'on va entendre, quoi? Quarante fois tous les matins?

Il me vient tout à coup que je connais une dame, pauvre malheureuse, que ses parents ont nommée Aube. Il se trouve que je connais aussi très, très bien son père, qui m'a confié l'autre jour: si tu savais comme je regrette de ne pas l'avoir appelée Thérèse. Il a ajouté, contrit: il devrait être interdit de donner à ses enfants des noms d'astre qui se lève ou qui se couche.

Aimez-vous ça, Thérèse, René? Vous ne pourriez pas, pour m'accommoder, appeler votre Annie-Soleil Thérèse? Ce serait comme son nom d'artiste; elle resterait un soleil pareil pour sa maman.

NOTA BENE — Cette chronique ne prend pas congé. En fait, c'est le contraire: je m'en vais travailler et je n'aurai pas le temps d'écrire. Je vous retrouve jeudi de l'autre semaine. Je vous aime, vous l'ai-je dit?

Le leadership du président de la FTQ contesté

Sur la sellette depuis plusieurs mois, Michel Arsenault devra faire face à une course à la direction

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Au centre d'une tempête depuis plusieurs mois, Michel Arsenault, le président de la Fédération des travailleurs du Québec, devra se battre pour conserver son poste, une première à la FTQ. René Roy, le secrétaire général de la centrale, compte déloger son patron au congrès de l'automne.

Durant toute l'année 2009 et une bonne partie de 2010, la direction de Michel Arsenault a été plongée dans la controverse. L'image publique de la FTQ, du syndicat de la construction et du Fonds de solidarité avait été sérieusement mise à mal.

De sources syndicales, *La Presse* a appris que M. Roy, qui occupe le poste de secrétaire général depuis 12 ans, a laissé entendre la semaine dernière à plusieurs chefs des syndicats affiliés qu'il allait livrer bataille à M. Arsenault. Ses appuis se trouvent notamment dans les secteurs des communications, de l'automobile et des travailleurs du papier, a confié un participant à la réunion de la semaine dernière à Montréal.

M. Arsenault n'a pas encore annoncé officiellement qu'il demanderait un renouvellement de mandat, mais, dans les coulisses de la centrale, il a déjà laissé savoir qu'il ne comptait pas jeter l'éponge. Il doit d'ailleurs tenir un point de presse aujourd'hui, en tant que directeur québécois du syndicat des Métallos, d'où il est issu et où il conserve son ascendant.

Joint hier, René Roy a reconnu qu'il « songeait sérieusement » à se porter candidat à la présidence et qu'il comptait annoncer sa décision en septembre. Pour ses alliés à la FTQ, toutefois, sa candidature ne fait plus aucun doute; les « piliers » de son organisation sont déjà désignés dans les syndicats affiliés.

Les élections auront lieu à Montréal au terme du congrès de la fin novembre – le vote se tiendra le 3 décembre.

Des élections contestées ne sont pas dans les traditions de la centrale, la plus importante au Québec pour l'effectif. Louis Laberge avait quitté la direction à son heure et passé le relais à Clément Godbout, qui lui-même avait cédé sa place à Henri Massé sans épreuve de force. Michel Arsenault avait pris le relais d'Henri Massé, qui était parti avant la fin de son mandat.

Durant toute l'année 2009 et une bonne partie de 2010, la direction de Michel Arsenault a été plongée dans la controverse. L'image publique de la FTQ, du syndicat de la construction et du Fonds de solidarité avait été sérieusement mise à mal, mais la direction de la centrale avait jugé qu'elle était parvenue à calmer le jeu; il n'y avait pas eu de mouvement de défection lors du maraudage de 2009 dans l'industrie de la construction.

La FTQ-Construction était infiltrée par le crime organisé. Pour mettre le couvercle, M. Arsenault avait fait mettre sur une voie de garage Jean (Johnny) et Jocelyn Dupuis, respectivement président et directeur de ce syndicat affilié. En même temps, il s'était placé au cœur de la tempête en reconnaissant avoir passé des vacances dans les îles Vierges aux frais de l'entrepreneur Tony Accurso, patron de Construction Louisbourg. Il avait défendu bec et ongles M. Accurso avant que celui-ci ne se trouve au centre de nombreux reportages sur son influence dans la FTQ-Construction et le Fonds de solidarité du Québec. M. Arsenault avait reconnu par la suite qu'il aurait été mieux avisé de ne pas être si proche de M. Accurso, que le Fonds de solidarité avait choisi pour partenaire dans de nombreux projets immobiliers. Plus récemment, une autre entreprise de M. Accurso, Simard Beaudry, l'un des plus importants entrepreneurs du Québec, s'est retrouvée dans la ligne de mire de la police fédérale pour avoir produit de fausses déclarations fiscales.

Par la suite, le président Arsenault n'est pas parvenu à discipliner la FTQ-Construction, passée sous la direction de Richard Goyette, qui a démissionné après quelques mois. Il a dû se contenter de prendre acte de la décision du syndicat d'appeler à la rescousse l'ancien président Henri Massé pour calmer le jeu, le printemps dernier. Son entourage avait d'abord nié carrément le retour de l'ancien président comme « redresseur » à la FTQ-Construction.



L'ÉTÉ PASSE VITE.
LE COUPÉ ET LE CABRIOLET 128i 2011 DE BMW

Coupé 128i 2011

OFFRE À LA LOCATION	MENSUALITÉ	ACOMPTE	OFFRE À L'ACHAT
389 $ / mois pendant 48 mois	389 $	4 075 $	Prix de vente à partir de 38 415 $**
3,9 %* Taux de location	429 $	2 300 $	
	479 $	0 $	

Cabriolet 128i 2011

OFFRE À LA LOCATION	MENSUALITÉ	ACOMPTE	OFFRE À L'ACHAT
509 $ / mois pendant 36 mois	509 $	4 075 $	Prix de vente à partir de 43 812 $**
3,9 %* Taux de location	559 $	2 300 $	
	629 $	0 $	

4 ans / 80 000 km programme d'entretien sans frais

BMW EfficientDynamics Moins d'émissions, plus de plaisir.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville
Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island
BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

*Le taux de location est celui offert par Services financiers BMW sur approbation du crédit uniquement quant aux modèles ci-après cités en stock. **BMW Coupé 128i 2011 :** le prix de vente pour le modèle de base est de 38 415 $. Pour une location de 48 mois avec un taux d'intérêt annuel de 3,9 % comportant une mensualité de 389 $/429 $/479 $, un montant de 7 415 $/5 725 $/3 535 $ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte (si applicable), un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 16 826 $. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. L'obligation totale pour la location (incluant l'acompte) est de 25 266,62 $/25 405,33 $/25 585,06 $. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. **BMW Cabriolet 128i 2011 :** le prix de vente pour le modèle de base est de 43 812 $. Pour une location de 36 mois avec un taux d'intérêt annuel de 3,9 % comportant une mensualité de 509 $/559 $/629 $, un montant de 7 668 $/6 004 $/3 848 $ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte (si applicable), un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 22 248 $. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. L'obligation totale pour la location (incluant l'acompte) est de 24 915,84 $/25 018,48 $/25 151,48 $. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. **Les prix de vente pour les modèles de base BMW Coupé 128i 2011/BMW Cabriolet 128i 2011 et n'incluent pas les rabais du manufacturier et/ou du concessionnaire. Conditions générales : le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Ces offres sont d'une durée limitée, mutuellement exclusives, sujettes à la disponibilité et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 août 2010. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2011 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2010 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

COMMISSION BASTARACHE

Un exercice très important, dit Charest



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Venu prêter main-forte à Jean-Marc Fournier, candidat du Parti libéral dans la circonscription de Saint-Laurent, Jean Charest a qualifié hier la commission Bastarache d'« extrêmement importante pour la crédibilité des tribunaux ».

ANABELLE NICOUD

Jean Charest défend la commission Bastarache. À quelques heures du témoignage de l'ancien ministre de la Justice Marc Bellemare sur le processus de nomination des juges, le premier ministre a qualifié la commission d'« extrêmement importante pour la crédibilité des tribunaux ».

« C'est très sérieux. Quand un ancien ministre de la Justice remet en question la crédibilité des tribunaux, je crois que le gouvernement n'avait pas d'autre choix que de faire tous les gestes nécessaires pour s'assurer que l'on aille au fond des choses », a expliqué Jean Charest à l'issue du lancement officiel de la campagne électorale de Jean-Marc Fournier dans Saint-Laurent.

Hier matin, un sondage Angus Reid-*La Presse* a révélé que les Québécois jugent toujours Marc Bellemare plus crédible que Jean Charest, et ce, en dépit des nombreux volte-face de l'ex-ministre de la Justice. La mise sur pied de la commission Bastarache n'a pas suffi à redresser la confiance des Québécois en Jean Charest.

« Je n'ai jamais commenté les sondages, car il faut toujours prendre ça avec un gros, gros, gros grain de sel, a répondu M. Charest. (La Commission) fait son travail. On n'a aucune raison de penser qu'elle n'ira pas au fond des choses. Pour le reste, pour la politique, les Québécois ont soif de débats qui ne soient pas personnalisés, mais qui portent sur les vraies choses. »

Venu prêter main-forte à Jean-Marc Fournier, candidat du Parti libéral du Québec dans la circonscription de Saint-Laurent, Jean Charest a aussi défendu le bilan de son gouvernement. « On a recréé tous les emplois détruits depuis le début de la crise. Notre gouvernement n'a pas fait le choix de la souveraineté, mais a rassemblé les Québécois sur l'économie », a-t-il dit.

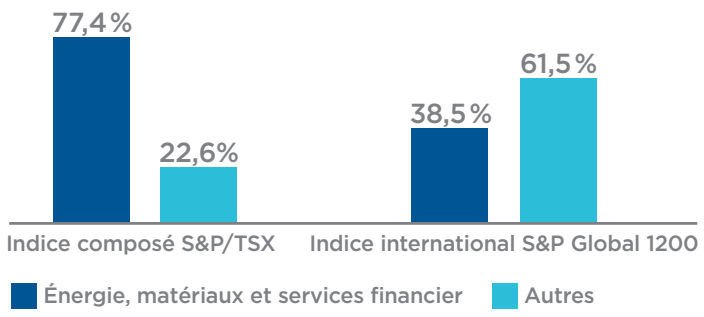
En prévision de l'élection législative partielle, Jean Charest a aussi profité de l'occasion pour éreinter le candidat rival de Jean-Marc Fournier, le péquiste Philippe Leclerc. « Madame Marois place l'élection sous le signe de la souveraineté. Bravo pour la clarté, comme ça les gens sauront à quoi s'en tenir ici », a-t-il affirmé.

Appelé en renfort à la suite de la démission du ministre de la Sécurité publique et député de Saint-Laurent Jacques Dupuis, Jean-Marc Fournier, proche de Jean Charest, est le ministre de la Justice dans le nouveau gouvernement Charest : « Jean-Marc Fournier est un homme formidable qui aura l'occasion d'aller vers les gens de Saint-Laurent, a soutenu le premier ministre. L'enjeu de l'élection, c'est madame Marois qui le dit, c'est la souveraineté. Alors si c'est ça, Jean-Marc porte une autre vision, portée elle, sur l'économie. »

Plusieurs ministres assistaient à la soirée de lancement de la campagne électorale, notamment Line Beauchamp, Christine St-Pierre et Raymond Bachand. L'élection aura lieu le 13 septembre.

SI CE CERCLE REPRÉSENTE UN MONDE DE POSSIBILITÉS DE PLACEMENT, LA PLUPART DES CANADIENS INVESTISSENT DANS UN UNIVERS AUSSI PETIT QUE CE POINT.

Le Canada représente seulement 5 % de la capitalisation boursière mondiale. Les investisseurs doivent donc regarder hors des frontières canadiennes pour bien diversifier leurs placements, d'autant plus que l'énergie, les matériaux et les services financiers accaparent au-delà de 75 % de l'indice composé S&P/TSX.



La majorité des actions canadiennes proviennent de trois des dix secteurs clés.

En détenant des placements mondiaux, vous mettez à profit le monde de possibilités qu'offrent la santé, les télécommunications, la technologie et d'autres secteurs sous-pondérés au pays.

De plus, la **Catégorie de marchés émergents Dynamique** vous permet de participer à de nombreuses régions en pleine expansion du globe tout en vous aidant à bien équilibrer votre portefeuille.

Diversifier ses placements grâce à Dynamique :

15 fonds communs mondiaux • 7 solutions de portefeuille axées sur la planète • Fonds Valeur, Croissance et spécialisés

Le temps est venu de songer aux placements mondiaux et d'adopter une approche Dynamique.

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec votre conseiller financier ou visitez dynamique.ca/monde

Fonds Dynamique[MD]
Investissez dans les bons conseils.

dynamique.ca/monde

Source : Standard & Poor's au 30 juin 2010, www.standardandpoors.com. Les placements dans les fonds communs peuvent entraîner des commissions, des commissions de suivi ainsi que des frais de gestion et des charges. Prenez connaissance du prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; la valeur des parts [actions] change fréquemment et le rendement antérieur est susceptible de ne pas se répéter. Fonds Dynamique est une division de Goodman & Company, Conseil en placements ltée.

EN BREF

La Loi sur les langues officielles rebaptisée « loi nazie » sur Wikipédia

Du vandalisme sur l'encyclopédie en ligne Wikipédia a fait réagir Ottawa, hier. Dans la version anglaise du site, la Loi sur les langues officielles du Canada a été rebaptisée la « loi nazie du Québec », a rapporté Radio-Canada. La modification aurait été faite à partir d'un ordinateur de la fonction publique fédérale. Le gouvernement enquête sur l'incident. Le député libéral de Bourassa, Denis Coderre, a réagi, affirmant que se faire traiter de nazi est de la propagande haineuse. Il a demandé au gouvernement de ne pas laisser ce geste lettre morte.

– La Presse Canadienne

Construction : les employeurs posent leurs exigences

Dans le but d'éviter une grève dans le domaine de la construction le 30 août, des négociations ont repris hier entre l'Alliance syndicale, qui représente près de 90 000 travailleurs, et l'Association de la construction du Québec. Cependant, par voie de communiqué, les employeurs ont souligné quelques sources d'irritation. Ils ont d'abord demandé à l'Alliance syndicale de présenter les offres patronales telles qu'elles sont à ce jour. D'autre part, à leur avis, certaines demandes salariales sont nettement supérieures à celles qui avaient été déposées en juin dernier devant le conciliateur du ministère du Travail. Les employeurs réclament aussi de la ministre du Travail, Lise Thériault, qu'elle agisse face à l'escalade de moyens de pression qualifiés d'illégaux par la partie patronale. Les employeurs veulent un arrêt immédiat des ralentissements de travail sur les chantiers.

– La Presse Canadienne

COMMISSION BASTARACHE

Les procureurs avancent à tâtons

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Après deux mois d'entrevues à huis clos et des dépenses de 1,3 million de dollars, les procureurs de la commission Bastarache sont toujours dans l'attente des révélations que doit faire aujourd'hui, publiquement, l'ancien ministre de la Justice Marc Bellemare.

M. Bellemare, dont la déposition devait normalement être le point de départ des travaux de la Commission, a refusé de se prêter à un interrogatoire préalable, un procédé pourtant habituel dans les commissions d'enquête, a expliqué Guy Versailles, le directeur des communications de la Commission, chargée de vérifier l'impartialité du processus de nomination des juges au Québec.

Depuis la fin du mois de juin, les avocats de la Commission avancent à tâtons, forcés de jouer à colin-maillard, en interrogeant une cinquantaine de personnes – dont le premier ministre Jean Charest. *La Presse* a obtenu l'identité de plusieurs de ces témoins.

Aucune de ces dépositions n'a permis de corroborer les allégations de Marc Bellemare, qui a soutenu qu'un bailleur de fonds du Parti libéral avait exercé sur lui des pressions pour qu'il nomme certains candidats à la magistrature. Il avait également affirmé avoir été témoin d'une transaction en argent liquide entre un entrepreneur sympathisant libéral et un permanent du PLQ de Québec.

Cet été, Me Bellemare a tenté en vain de faire annuler la commission Bastarache. Il soutenait que le commissaire, ancien juge à la Cour suprême, n'était pas impartial puisqu'il provenait du cabinet d'avocats Heenan Blaikie, étroitement associé au gouvernement libéral. Son plaidoyer contre une « parodie de justice » n'a pas ébranlé le juge. Ironiquement, une pièce importante manquait à la démonstration de l'ancien ministre: la fille du premier ministre, Amélie Dionne-Charest, a fait son stage en droit à ce bureau, où elle a été employée pendant un an avant de partir vivre à New York à la fin de 2009.

« Partie de pêche »

Les interrogatoires de l'été « avaient souvent l'air d'une partie de pêche », affirme l'un des témoins. La logique aurait voulu que ces interrogatoires partent des accusations de Me Bellemare. Or, il a jusqu'à la dernière minute refusé de venir éclairer la Commission. Sans ces informations cruciales, les procureurs étaient réduits à s'informer des mécanismes formels du financement politique et de la nomination des magistrats, sans jamais pouvoir poser de questions pointues.

Aucune des dépositions n'a permis de corroborer les allégations de Marc Bellemare, qui a soutenu qu'un bailleur de fonds du Parti libéral avait exercé sur lui des pressions pour qu'il nomme certains candidats à la magistrature.

Pour s'assurer que la déposition de Me Bellemare ne dérape pas en réquisitoire susceptible de ruiner des réputations, le commissaire Bastarache se donne le droit d'imposer le huis clos ou de frapper certains propos d'un interdit de publication, une éventualité qui a mécontenté les médias. À Québec, la station de radio CHOI exhorte ses auditeurs à se rassembler devant l'édifice où se tiendront les audiences, à quelques pas de la station, et promet de distribuer des nez de clown aux manifestants.

Les avocats du commissaire Bastarache ont entendu Jean Charest, a confirmé le bureau du premier ministre, tout comme les anciens chefs de cabinet Dan Gagnier, Stéphane Bertrand et Michel Crête. Chantal Landry, responsable des nominations au cabinet du premier ministre, a aussi rencontré les avocats de la Commission, qui travaillaient en tandem, à Québec ou à Montréal.

Parmi les témoignages importants, on trouve ceux de Franco Fava, important entrepreneur de Québec chargé de recueillir des fonds pour le PLQ, qui avait été montré du doigt par Me Bellemare. M. Fava, dans une prestation colorée, selon nos sources, s'est contenté de répéter ce qu'il avait dit dans les médias le printemps dernier: il soutient ne jamais avoir discuté de nomination de juges avec Me Bellemare quand ce dernier était responsable de la Justice. Son seul contact formel avec le ministre est survenu quand la CSST – il était membre du conseil d'administration – s'était opposée au projet de tribunal administratif proposé par l'éphémère ministre libéral. S'il a donné de l'argent à un permanent du PLQ, ce sont des fonds qui ont été amassés légalement, pour l'admission à des activités de financement.

L'homme d'affaires Charles Rondeau, autre argentier du PLQ à Québec, a été vu, tout comme Marcel Leblanc, permanent libéral de Québec qui a joué un rôle central dans le financement dans la région de la Capitale nationale.

La pêche n'a pas été plus fructueuse semble-t-il lors de l'interrogatoire de Benoît Savard qui, en 2003, était le principal organisateur du PLQ. On aurait surtout, à ce moment, discuté des circonstances de la démission de Me Bellemare comme ministre de la Justice, moins d'un an après sa nomination.

Les procureurs sont allés jusqu'à rencontrer l'ex-ministre Violette Trépanier, une des responsables du financement du parti à Montréal. D'autres employés politiques ont été prévenus qu'on pourrait vouloir les rencontrer.

La commission Bastarache est aussi revenue bredouille de bien des interrogatoires. Michel Gagnon, l'ancien chef de cabinet de Me Bellemare, aurait indiqué ne pas avoir été témoin de démarches insistantes d'organisateurs libéraux pour favoriser la nomination de candidats à la magistrature.

Le mandat de Michel Bastarache prévoit aussi que l'on se penchera sur le régime péquiste pour vérifier si les façons de faire ont changé avec l'arrivée des libéraux en 2003. Or, les anciens chefs de cabinet de Bernard Landry, Claude H. Roy et Brigitte Pelletier n'ont semble-t-il pas eu de contact avec les procureurs.

Faute de témoignage percutant, les procureurs ne manqueront toutefois pas de documents. La Commission a demandé copie de tous les dossiers des candidats aux postes de juge à la Cour du Québec, au Tribunal administratif du Québec ou à la Chambre de la jeunesse des centaines de dossiers qui « ont fait chauffer les photocopieuses » ironise-t-on.



PHOTO STEVE DESCHÊNES, LE SOLEIL

Marc Bellemare, dont la déposition devait être le point de départ des travaux de la Commission, a refusé de se prêter à un interrogatoire préalable, un procédé habituel dans une commission d'enquête.



ÉDUCATION

Pas moins bons, mais différents

La FECQ presse le Ministère de faciliter l'intégration au collégial des élèves de la réforme

ARIANE LACOURSIÈRE

Les élèves issus du renouveau pédagogique, qui ont fait hier leur entrée au cégep, « ne sont pas moins bons » que leurs prédécesseurs, mais ils sont tout de même « différents », et le ministère de l'Éducation devrait agir rapidement afin de faciliter leur intégration au collégial, croit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

« Les élèves de la réforme ont été beaucoup dénigrés. C'est déplorable, car ils sont meilleurs à certains égards. Ils sont par exemple plus autonomes et ils communiquent mieux. Si on les aide, ils vont réussir. Mais c'est une préoccupation très grande pour nous de faciliter le passage de ces élèves au collégial », a mentionné hier matin le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Rencontrée dans une classe d'infographie du cégep Ahuntsic hier matin, Sandrine Le Foll, 17 ans, craint le cégep : « Je viens d'une école où la réforme était très appliquée. Je n'ai jamais eu de cours magistral. Le cégep va me demander plus de concentration. »

À ses côtés, Kim Fontaine, 17 ans, se sent au contraire prête à affronter le cégep : « J'ai toujours su que notre génération était différente et qu'on était en quelque sorte testés par la réforme. Mais je ne suis pas inquiète pour le cégep. Après tout, ce n'est pas tous les profs du secondaire qui ont appliqué la réforme avec nous ! »



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

C'était jour de rentrée au cégep hier pour la première cohorte d'élèves issus du renouveau pédagogique.

Le défi des sciences de la nature

La FECQ croit que les élèves inscrits en sciences humaines au cégep réussiront mieux que ceux des générations précédentes. « Ils ont reçu plus d'heures d'enseignement en histoire. Ils sont aussi plus sensibilisés à la politique et au monde contemporain », estime Léo Bureau-Blouin.

En revanche, selon lui, la réussite des élèves en sciences de la nature est plus incertaine : « Il y a eu beaucoup de changements dans les cours de mathématiques avec le renouveau pédagogique. »

L'option technico-sciences au secondaire, qui permet aux élèves d'accéder au programme de sciences de la nature, a éliminé des notions d'algèbre. « Or, il y a beaucoup d'algèbre dans le premier cours de mathématiques au cégep. On craint les échecs », note Léo Bureau-Blouin.

Il ajoute que les enfants du renouveau pédagogique « sont moins habitués à utiliser leurs capacités d'abstraction », ce qui pourrait poser problème en sciences de la nature. « Il faut que les enseignants reçoivent de la formation pour composer avec cette nouvelle génération d'élèves, plaide Léo Bureau-Blouin. On demande au ministère de l'Éducation de les aider. »

La nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'était pas disponible, hier, pour commenter ces propos.

Le président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), Jean Trudelle, aimerait « partager l'optimisme » de la FECQ et dire que les élèves du renouveau pédagogique seront meilleurs. « Mais on ne peut pas le dire. Le choc de la réalité s'en vient », soutient-il.

M. Trudelle craint principalement pour la qualité de la formation collégiale. « Les enseignants risquent de se retrouver dans des situations où ils devront décider de faire échouer 20 % de leur classe ou d'abaisser leurs exigences pour ne pas punir une cohorte d'élèves qui sont en quelque sorte des cobayes de la réforme », dit-il.

HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ

Le représentant des recteurs appelle à la prudence

ANDRÉ NOËL

Le Québec va mettre en péril l'accessibilité des universités s'il augmente brutalement les droits de scolarité, prévient Denis Brière, recteur de l'Université Laval et président de la Conférence des principaux et recteurs des universités du Québec (CREPUQ).

« La hausse des droits de scolarité ne peut pas être la solution principale aux problèmes de financement des universités », a dit M. Brière au cours d'un entretien, hier. Le recteur s'oppose aussi à des droits « modulés », plus élevés dans des disciplines comme la médecine, et plus bas dans d'autres, comme les arts ou les sciences humaines.

Ces propos, que M. Brière a tenus la semaine dernière à Québec devant la commission parlementaire sur la culture et l'éducation, sont passés inaperçus à Montréal.

Ils tranchent radicalement avec les positions de l'Institut économique de Montréal et de personnalités. L'Institut soutient que la hausse des droits ne limitera pas l'accessibilité. L'ancien premier ministre Lucien Bouchard croit que c'est aux étudiants de renflouer les coffres des universités. L'ancien recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, a suggéré que les droits augmentent de 10 000 à 12 000$ par année en médecine au cours des trois prochaines années.

« Augmenter les droits de scolarité brutalement, pour atteindre ce montant-là (400 millions), c'est se tirer dans le pied. » — Denis Brière, président de la CREPUQ

Le gouvernement québécois, qui a ouvert la porte à une hausse substantielle des droits à compter de 2012, n'a rien fixé encore. Le ministère de l'Éducation doit organiser une rencontre avec divers groupes, à l'automne, pour chercher des pistes de solution au sous-financement des universités. La CREPUQ évalue que les universités québécoises ont besoin de 400 millions de dollars de plus par année pour bien fonctionner.

« Il y en a plusieurs qui pensent qu'on peut régler le problème du sous-financement des universités par l'augmentation des droits de scolarité, mais ce n'est pas la solution, dit M. Brière. Augmenter les droits de scolarité brutalement, pour atteindre ce montant-là (400 millions), c'est se tirer dans le pied. Notre mission, c'est de former des gens pour le bien de la société. Si on en forme moins, on ne sera pas avancé. Bien des parents vont y penser à deux fois avant d'envoyer leur enfant à l'université si les droits doublent tout d'un coup. Il faut être très prudent pour ne pas enrayer l'accès des Québécois au système universitaire.

« Je suis d'accord avec une augmentation raisonnable et graduelle, mais il faut alors être conscient qu'elle ne réussira pas à régler le sous-financement. Les droits de scolarité ne doivent pas et ne peuvent donc pas être la principale solution. Il faut que les autres parties contribuent : les gouvernements fédéral et provincial, et les entreprises. »

M. Brière réclame une contribution obligatoire des entreprises, qu'il s'agisse de sociétés privées ou d'État. Elles profitent grandement de la formation donnée par les universités et, par conséquent, devraient pousser à la roue, dit-il.

Sans surprise, cette proposition a été aussitôt rejetée par la Fédération des chambres de commerce, le Conseil du patronat et l'Action démocratique du Québec. Mais le recteur croit que les entreprises pourraient être intéressées par certaines formules de financement, qui restent à déterminer.



C'EST BIEN D'AVOIR UN CHOIX!

323i Berline « Démo » 2011

48 mois Location 399 $/mois* + taxes

24 mois Location 429 $/mois* + taxes

0$ comptant | 16 000 km/année | MSRP $40,897.01 Prix de vente $34,473.00

* Maintenance incluses pour 4 ans/80,000 kms. Transport et préparation inclus. « Démo » Stock #11111 (5,000km)

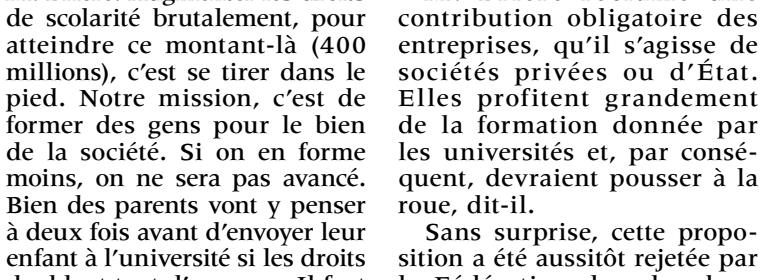
Fier commanditaire Festival des FILMS du MONDE | WORLD FILM Festival

40 Jean-Talon Ouest 15 20 Canbec

BMWCanbec.com
4090 Jean-Talon Ouest, Montréal
1.866.232.4616

40 ans à Montréal

ÉCHANGEZ VOS ANCIENS BIJOUX POUR DE NOUVEAUX SOUVENIRS



En tant que l'un des plus prestigieux bijoutiers et marques de confiance en Amérique du Nord, Birks vous offre un service d'échange sécuritaire pour vos anciens bijoux.

Venez faire évaluer vos bijoux par notre expert en métaux précieux, pour un service hors pair et votre tranquillité d'esprit.

CARREFOUR LAVAL • MERCREDI LE 25 AOÛT
MONTRÉAL CENTRE-VILLE • JEUDI LE 26 AOÛT
FAIRVIEW POINTE-CLAIRE • VENDREDI LE 27 AOÛT
CENTRE ROCKLAND • SAMEDI LE 28 AOÛT
PROMENADE ST-BRUNO • LUNDI LE 30 AOÛT

BIRKS

BIRKSECHANGEDOR.COM 1.800.555.6583

GAZ DE SCHISTE

Les municipalités dénoncent « l'improvisation »

CHARLES CÔTÉ

La Fédération des municipalités du Québec dénonce « l'improvisation » qui entoure le démarrage de l'industrie du gaz de schiste.

« Malheureusement, on revit ce qu'on a eu à vivre dans l'éolien, dit Bernard Généreux, président de la FQM. Le démarrage s'est fait dans l'improvisation. On ne connaissait pas les impacts. On récidive avec le gaz de schiste. »

La FQM regroupe les municipalités régionales (MRC) et les collectivités rurales du Québec. M. Généreux dit que ces dernières ont été tenues à l'écart du processus de consultation censé déboucher sur une nouvelle loi sur les hydrocarbures, ce qui les prive de renseignements utiles pour les citoyens.

« Un mystère est en train de s'installer au sujet de l'industrie, dit-il. Quelles sont les conséquences? Les seules études qu'on nous oppose sont celles réalisées par l'industrie elle-même. Il n'y a aucune distance critique. Est-ce que l'INRS (Institut national de la recherche scientifique) ne pourrait pas nous faire une étude indépendante et crédible sur les impacts sur l'eau? »

« Ensuite, quelles sont les retombées? Le débat sur les redevances n'est pas fait non plus. Est-ce qu'on va encore se retrouver à brader les ressources naturelles au profit de l'entreprise? »

Selon M. Généreux, ces questions doivent être réglées avant d'arriver à « l'acceptation sociale » que dit souhaiter la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau. « Pour un gouvernement qui dit agir selon le développement durable, on fait les choses à l'envers », dit-il.

Selon Marie-France Boulay, la porte-parole de Mme Normandeau, qui est en vacances, un comité composé des élus municipaux et des responsables de différents ministères se réunira pour la première fois lundi prochain.



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La Fédération des municipalités du Québec craint les effets de la construction de puits de forage du gaz de schiste, comme celui-ci situé dans le village d'Orwell, en Pennsylvanie.

Des rencontres avec l'industrie ont eu lieu depuis le début de l'année parce que les fonctionnaires voulaient mieux comprendre ses caractéristiques, dit Mme Boulay. « Beaucoup de questions leur sont adressées sur leurs procédés et leurs façons de faire, dit-elle. La ministre veut qu'on s'inspire des meilleures pratiques. »

L'Association des producteurs de pétrole et de gaz du Québec n'a pas rappelé *La Presse* hier.

Pour ce qui est des contacts avec les groupes environnementaux, ils sont embryonnaires. Mme Boulay parle d'une « rencontre de la ministre » avec l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), mais cette dernière est restée sur sa faim.

« Oui, on nous a rencontrés, mais ça n'a rien donné, dit André Bélisle, de l'AQLPA. On attend encore d'être invités à participer au comité qui va concevoir la nouvelle loi. »

Accédez à la mobilité supérieure en 5 étapes.

1. Accueillez la nouveauté.

Passez aux appareils dernier cri seulement chez TELUS.

Jusqu'à 75 $ de rabais sur les accessoires ou les téléphones intelligents*.





LG Shine Plus MC avec Google MC

Rédigez vos messages à l'aide de l'écran tactile ou du clavier QWERTY.

BIENTÔT OFFERT



HTC Desire MC

Groupez les actualités de vos réseaux sociaux au même endroit.

79,99 $ Entente de 3 ans | 449,99 $ Sans entente

ÉCONOMISEZ 370$



Motorola Charm MC avec MOTOBLUR MC

Synchronisez vos contacts, vos statuts, vos messages et vos photos avec MOTOBLUR MC.

29,99 $ Entente de 3 ans | 249,99 $ Sans entente

ÉCONOMISEZ 220$

Approuvé par Pat Préfontaine

patprefontaine.com

TELUS le futur est simple MD

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands participants ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails au telusmobilite.com

FUTURE SHOP BEST BUY Walmart

Le prix et la disponibilité des appareils peuvent varier. Le prix indiqué est celui après crédit selon la durée de l'entente de service. Le traitement des commandes est fondé sur la présence des produits en stock. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. *Offre valable avec nouvelles mises en service à la signature d'une entente de service de 3 ans. Le crédit s'applique jusqu'à concurrence du prix d'achat (avant les taxes) de l'accessoire ou de certains modèles de téléphones BlackBerry, Android ou Windows Mobile.Cette offre ne s'applique pas au HTC Desire. Certaines conditions s'appliquent. Détails en magasin. TELUS, le logo TELUS et le futur est simple sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. BlackBerry, RIM, Research In Motion et autres marques de commerce, noms et logos apparentés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont enregistrés ou utilisés aux États-Unis et dans d'autres pays. Facebook est une marque déposée de Facebook, Inc. Les autres marques de commerce appartiennent à leur propriétaire respectif. © 2010 TELUS.

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Les Jardins Dorval
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1678, av. Mont-Royal Est
Communications Métropolitaine Inc.
8780, boul. Saint-Laurent, local 1

Dollard-des-Ormeaux
Galeries des Sources

Pointe-aux-Trembles
Proxi Télécom Inc.
12925, rue Sherbrooke Est

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand
Faubourg Boisbriand
2945, Promenades Saint-Antoine

Lachute
Carrefour Argenteuil

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Mégacentre Notre-Dame
Proxi Télécom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
First Pro Mascouche
117, montée Masson

Repentigny
Galeries Rive Nord
Technicomm
500, rue Notre-Dame

Rosemère
Place Rosemère

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Joliette
Multicom Communication 2000 Inc.
Galeries Joliette
1075, boul. Firestone

Sorel-Tracy
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Montarville
Promenades Saint-Bruno

Boucherville
Technicomm
Complexe 20/20
20-T, boul. de Mortagne

Brossard
Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Châteauguay
D2 Technologie Inc.
247, rue d'Anjou, local D

Greenfield Park
Proxi Télécom Inc.
3814, boul. Taschereau

SPVM

Le nouveau chef a l'appui des élus

MARTIN CROTEAU

Le conseil municipal a avalisé la nomination de Marc Parent en tant que nouveau directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), hier soir, après que des centaines de policiers eurent manifesté contre les coupes budgétaires.

« C'est un choix qui transcende toute partisanerie politique », a affirmé le maire Gérald Tremblay, sous le regard de M. Parent, qui était assis dans la tribune de l'hôtel de ville.

Le nouveau chef a été applaudi par tous les membres du conseil municipal après avoir été présenté par le maire. Comme prévu, les deux partis de l'opposition ont avalisé sa nomination.

Plus tôt en soirée, 900 agents de la force policière se sont massés devant l'hôtel de ville, selon le décompte de la Fraternité des policiers. Ils ont dénoncé bruyamment ce qu'ils estiment être des coupes budgétaires de 35 millions en deux ans dans le budget du SPVM, et la mise à pied de 140 policiers temporaires.

C'est le traitement des plaintes qui est ralenti en conséquence, affirme le président de la Fraternité, Yves Francœur. Il affirme que des cas de fraude signalés au SPVM sont traités moins rapidement, une situation qui risque de faire avorter plusieurs enquêtes au cours des prochains mois.

« À la section des fraudes, il y a 1400 personnes ou compagnies qui ont porté plainte et dont le dossier n'est pas traité, faute de personnel », a affirmé le président de la Fraternité, Yves Francœur.

Il affirme que la nomination de M. Parent, généralement bien reçue par les partis d'opposition, ne changera rien si la Ville n'accepte pas d'augmenter le financement du SPVM.

Le responsable de la sécurité publique au comité exécutif, Claude Trudel, n'a pas été en mesure de confirmer que 1400 enquêtes sur de possibles cas de fraude sont retardées. Mais il souligne que Montréal compte plus de policiers par habitant que Toronto et que plusieurs autres grandes villes. Et il a mis en garde la Fraternité contre les déclarations incendiaires dans le contexte de négociations collectives.

« Je dis à M. Francœur qu'il doit faire attention aux mots qu'il emploie, a-t-il affirmé. Parce que jouer avec le sentiment de sécurité de la population, c'est dangereux. »

Mise en demeure

Le conseil a par ailleurs entériné une résolution qui retire un changement de règlement qui touche la conversion en condos du couvent Mont-Jésus-Marie. Cette résolution a pour effet d'annuler un référendum sur certains aspects du projet, notamment l'aménagement du stationnement.

L'administration Tremblay a donné son feu vert à la résolution en dépit d'une mise en demeure envoyée par les adversaires du projet. Ils menacent de s'adresser à la Cour supérieure si la Ville ne se rend pas à leurs arguments.

« Il y avait une attente légitime, de la part de ceux qui ont signé le registre, qu'il y aurait un référendum sur cette question, a affirmé l'un des opposants, l'ex-député Daniel Turp. Si ce règlement est adopté, le promoteur pourrait être autorisé à faire des changements, notamment au stationnement, sans obtenir l'aval des citoyens. »

Mais le maire Gérald Tremblay n'a guère été impressionné par la menace. Il dit avoir retiré le règlement qui aurait été soumis à un référendum, justement parce qu'il était contesté par des citoyens du quartier. D'ailleurs, la consultation aurait coûté 150 000 $ à la municipalité.

« C'est répondre à la volonté clairement exprimée par les citoyens, a affirmé M. Tremblay. Et si jamais, pour une raison ou pour une autre, Me Julius Grey arrivait avec des procédures, à ce moment-là, elles seront très sérieusement contestées. »

« C'est un choix qui transcende toute partisanerie politique. » — Gérald Tremblay, sur la nomination de Marc Parent



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Des policiers ont manifesté hier devant l'hôtel de ville de Montréal pour dénoncer le sous-financement du Service de police de la Ville de Montréal.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Le conseil municipal a avalisé la nomination de Marc Parent hier.

Le 579 arrive en banlieue

CATHERINE HANDFIELD

Les résidants de la banlieue de Montréal ont maintenant accès à un deuxième indicatif régional. L'arrivée prochaine du 579 aura-t-elle un impact sur l'identité des 450, qui font souvent l'objet du snobisme des Montréalais?

Sur cette question sérieuse, les avis des spécialistes divergent.

« Puisqu'il faut se comparer pour améliorer son image, le 579 pourrait bien devenir le 450 des 450 », lance le consultant en marketing Antoine Clément.

« Ce genre de changement crée des sous-groupes, croit pour sa part Benoît Cordelier, professeur à la Chaire de relations publiques et communication marketing de l'UQAM. Les anciens du 450 pourraient affirmer leur identité par rapport aux 579, considérés comme nouveaux sur le territoire. »

Il faudra attendre un peu avant de constater les premiers effets de la mise en place du 579. Les firmes de télécommunications ont accès au nouveau code régional depuis samedi, mais il leur reste encore quelques numéros 450 en réserve.

Le 579, qui ne sera attribué qu'aux nouveaux numéros, devrait faire son apparition dans le paysage québécois d'ici à quelques mois, selon Lucie Papineau Pugliese, porte-parole de l'Alliance des télécommunicateurs.

Les deux indicatifs régionaux cohabiteront dans les secteurs Laval, Rive-Nord, Rive-Sud, Lanaudière, Montérégie, Estrie, Laurentides et région du Richelieu. Environ 6 millions de nouveaux numéros seront disponibles.

Le symbole du 450

Depuis son entrée en vigueur en juin 1998, le code régional 450 est devenu un véritable symbole. Dès l'automne 1998, les médias ont commencé à parler de « la zone 450 » pour désigner les banlieues avant les élections provinciales de novembre 1998.

« Aujourd'hui, le 450 est une forme d'identité, au même titre que la voiture que l'on conduit ou les vêtements que l'on porte », estime Antoine Clément. « Pour certains Montréalais, le 450 est une façon de stigmatiser ceux qui habitent en banlieue », poursuit Benoît Cordelier.

Par opposition aux banlieusards, des résidants de l'île ont conçu un certain sentiment d'appartenance au 514, selon M. Cordelier.

Le cas du Montréalais Jacques Ouellette en témoigne. Lorsqu'il s'est procuré un téléphone cellulaire, l'an dernier, il a hérité d'un numéro avec le code régional 438, introduit en novembre 2006 dans l'île.

« J'habite en plein cœur de Montréal, mais je me sens dans un nouveau groupe, dit-il. Encore aujourd'hui, on me demande où j'habite. » Des gens croient qu'il est originaire de la région et qu'il vient tout juste de s'installer en ville.

Qui sait, l'introduction du 579 provoquera peut-être le même sentiment de fierté chez les 450...

UN ESSOR RAPIDE

La demande de nouveaux numéros de téléphone a été plus rapide que le prévoyait l'industrie des télécommunications. Lorsque le 450 a été introduit, en 1998, Bell Canada ne prévoyait pas avoir besoin d'un nouvel indicatif dans la région de Montréal avant 2015. Or, deux nouveaux codes ont été introduit depuis : le 438 à Montréal, et le 579 en banlieue. À Québec, le code régional 581 a été introduit en juin 2008. Et en 2013, le code 873 s'ajoutera au 819.

COLLÈGE RACHEL
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
Établissement privé mixte offrant le cours secondaire complet





PLACES DISPONIBLES
2010-2011

- Projet éducatif UNIQUE et repensé en Arts & Communications avec deux profils : artistique et scientifique adaptés à la réalité du 21e siècle.
- Structure organisationnelle stimulante et encadrement rigoureux pour 300 élèves.
- Nombreuses activités parascolaires encadrées, semaines thématiques, 3 semaines de relâche et voyages internationaux.

Pour en savoir plus : 514-287-1944



Ici, c'est toi qui comptes!

Collège Rachel
5030, rue Jeanne-Mance, Montréal (Québec) H2V 4J8
Téléphone : 514 287-1944 • Télécopieur : 514 287-7523
collegerachel@qc.aira.com • www.collegerachel.qc.ca

PARC LAURIER PLACE DES ARTS TRAIN
Accessible par le train de banlieue (rive-nord) et 3 stations de métro

EN BREF

Deux morts sur les routes du Québec

Deux personnes ont trouvé la mort hier lors de deux accidents survenus sur les routes du Québec. À Princeville, dans la région de la Mauricie–Centre-du-Québec, une cycliste a perdu la vie peu avant 19h30 sur la route 165. Elle traversait la route lorsqu'elle a percuté un camion train routier roulant vers le sud. En dépit de ses efforts, le conducteur n'a pu éviter la collision. D'après la SQ, la femme, âgée d'une soixantaine d'années, suivait son conjoint, lui aussi à vélo, et qui se trouvait de l'autre bord de la route au moment de l'accident. Sur la route 131, à proximité de Saint-Félix-de-Valois, un jeune motocycliste âgé d'une vingtaine d'années est mort dans une collision avec un pick-up. Tous deux roulaient vers le nord. Le camion s'apprêtait à tourner sur la gauche lorsque le motocycliste l'a heurté. Éjecté, le jeune homme a été transporté à l'hôpital, où son décès a été constaté peu après. — Anabelle Nicoud

Des poissons morts à l'embouchure du Mississippi

Des milliers de poissons morts ont été découverts à l'embouchure du Mississippi, en Louisiane, et les autorités cherchent à savoir si la marée noire du golfe du Mexique est en cause, a rapporté hier le quotidien *Times-Picayune*, de La Nouvelle-Orléans. Les poissons ont été trouvés dimanche flottant à la surface de l'eau et ont été récupérés grâce aux barrages flottants qui avaient été déployés pour lutter contre la marée noire, selon le journal. — AFP

Oeufs américains contaminés

Pas d'inquiétude au Québec

ANABELLE NICOUD

Le rappel d'un demi-milliard d'œufs potentiellement contaminés à la salmonelle ne devrait pas toucher le Québec.

Selon l'Agence canadienne d'inspection des aliments, aucun œuf qui pourrait être contaminé n'a été importé au Canada.

« Rien n'a été trouvé au Canada », dit l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Les œufs en provenance des États-Unis sont soumis à des normes très strictes et, d'après l'Agence, aucun des cinq postes de classement touchés par le rappel aux États-Unis n'exporte au Canada.

« Seulement 5 % des œufs américains peuvent franchir nos frontières », dit Philippe Olivier, agent de communication de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec.

De plus, le Québec est doté de l'un des systèmes de contrôle les plus stricts au monde en matière de biosécurité et de salubrité. On y produit un milliard d'œufs chaque année, et on n'a pas connu de toxi-infection récemment.

La Fédération recommande aux consommateurs d'acheter uniquement les œufs dont l'emballage porte le symbole catégorie A du Canada.

Des tests de dépistage de salmonelle sont réalisés chaque année dans les fermes canadiennes.

La VENTE DE FIN D'ANNÉE $ Honda



ACCORD BERLINE LX 2010 À L'ACHAT

26 440 $ 24 790 $ PDSF + 1 550 $ TRANSPORT ET PRÉPARATION + 100 $ TAXE A/C

RABAIS DE 3 500 $*

22 940 $ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



CR-V LX 2010 À L'ACHAT

27 980 $ 26 290 $ PDSF + 1 590 $ TRANSPORT ET PRÉPARATION + 100 $ TAXE A/C

RABAIS DE 3 000 $†

24 980 $ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



HONDA VÉHICULES D'OCCASION Certifiés OUI, ON A FAIT LE PLEIN

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

HONDA HONDAQUEBEC.CA

*Le rabais à l'achat de 3 500 $ est applicable avant taxes sur l'Accord berline LX manuelle 2010 neuve (modèle CP2E3AE) pour un prix à l'achat de 22 940 $ incluant transport et préparation de 1 590 $ et taxe sur climatiseur de 100 $. Les taxes et droits, assurances, immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidants du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

†Le rabais à l'achat de 3 000 $ est applicable avant taxes sur le CR-V LX 2 roues motrices automatique 2010 neuf (modèle RE3H3AEY) pour un prix à l'achat de 24 980 $ incluant transport et préparation de 1 550 $ et taxe sur climatiseur de 100 $. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidants du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants.

POLITIQUE

Martin Cauchon appelé en renfort

Le chef Michael Ignatieff compte sur l'ancien ministre pour remettre le PLC sur ses rails au Québec

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — **Le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, compte de plus en plus sur Martin Cauchon, candidat dans Outremont, pour l'aider à remettre son parti sur ses rails au Québec.**

M. Cauchon, qui a notamment été ministre de la Justice dans le gouvernement de Jean Chrétien avant de retourner dans le secteur privé en 2004, accompagnera d'ailleurs M. Ignatieff dans la région de l'Estrie vendredi et samedi. Cette visite du chef sera sa deuxième au Québec depuis le début de sa tournée canadienne, qui a commencé en juillet.

Il y a deux semaines, M. Ignatieff a perdu son conseiller pour le Québec, Jean-Marc Fournier, que Jean Charest a nommé ministre de la Justice et leader parlementaire du gouvernement à l'Assemblée nationale. Il est candidat à une élection partielle qui aura lieu le 13 septembre dans la circonscription de Saint-Laurent, occupée jusqu'à récemment par le ministre démissionnaire Jacques Dupuis.

Le départ de Jean-Marc Fournier, combiné au décès tragique de Mario Laguë, directeur des communications de M. Ignatieff, dans un accident de la route il y a deux semaines, ont laissé un vide important dans l'entourage du chef libéral pour les questions portant sur le Québec.



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff (à gauche), mise sur l'ancien ministre Martin Cauchon (au centre) pour ragaillardir le parti au Québec. Sur la photo, on voit MM. Ignatieff et Cauchon et l'ancien lieutenant québécois Denis Coderre en pleine discussion lors de la course à la direction libérale en décembre 2006.

C'est pourquoi Michael Ignatieff fait appel aux services de Martin Cauchon, qui connaît bien le Québec et ses régions, ayant aussi été ministre responsable du développement régional au Québec dans le gouvernement Chrétien. M. Cauchon a d'ailleurs commencé à s'exprimer davantage dans les journaux, où il a récemment dénoncé « la culture d'intimidation » du gouvernement Harper dans certains dossiers, dont celui du registre des armes à feu.

L'an dernier, M. Cauchon a dû livrer une dure bataille contre l'ancien lieutenant de M. Ignatieff au Québec, Denis Coderre, afin de pouvoir porter à nouveau la bannière libérale dans Outremont.

Au départ, M. Ignatieff avait appuyé la décision de M. Coderre de réserver cette circonscription actuellement détenue par le néo-démocrate Thomas Mulcair à la femme d'affaires Nathalie Le Prohon. Mais devant la grogne des troupes libérales, M. Ignatieff a fait volte-face, ce qui a mené Denis Coderre à démissionner avec fracas de son poste de lieutenant politique. Le député libéral de Westmount-Ville-Marie, Marc Garneau, occupe actuellement ces fonctions.

« Choc des valeurs »

En entrevue, hier, Martin Cauchon a affirmé que la prochaine campagne électorale portera sur « le choc des valeurs » entre les décisions du gouvernement Harper et ce que souhaitent les Canadiens.

« Le gouvernement Harper fait face à plusieurs problèmes, mais l'un des plus importants est le choc des valeurs. Ce gouvernement est guidé par son idéologie et essaie constamment d'imposer des décisions qui vont à l'encontre des valeurs très ancrées au Canada et au Québec », a affirmé M. Cauchon.

Il a donné l'exemple du registre des armes à feu, de la lutte contre les changements climatiques, des coupes dans la culture, du refus du gouvernement de rendre des comptes sur le traitement des détenus afghans et de ses manœuvres d'intimidation à l'égard de ceux qui s'opposent à ses mesures controversées. « Tout cela est extrêmement inquiétant pour la santé démocratique du pays, et les gens commencent à le réaliser », a dit M. Cauchon.



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre canadien Stephen Harper a profité hier de sa visite à Churchill, au nord du Manitoba, pour en apprendre davantage sur le site historique national de Cape Merry en compagnie du guide Leroy O'Higgins.

SOUVERAINETÉ DE L'ARCTIQUE

Les Danois s'invitent dans la tournée de Stephen Harper

STÉPHANIE LEVITZ
LA PRESSE CANADIENNE

CHURCHILL, Manitoba — Alors que le premier ministre Harper commençait hier son voyage de cinq jours dans l'Arctique canadien, l'un des rivaux du pays dans cette région polaire a révélé ses propres idées en ce qui concerne la souveraineté en Arctique.

Un bateau de croisière danois a débarqué, plus tôt ce mois-ci, un groupe de touristes sur les rives hautement contestées de l'île de Hans.

Au dire du service de nouvelles Ritzau, 64 passagers danois ont pris pied sur cette île entre l'île d'Ellsmere et le Groenland, et ils ont érigé un cairn surmonté des drapeaux groenlandais et danois.

Le Canada et le Danemark affirment tous deux leur souveraineté sur ce territoire de 1,3 kilomètre carré. Le nouvel énoncé de politique pour l'Arctique du gouvernement Harper indique que des négociations, et non des prises de position, seront la clé pour régler cette dispute.

Pour le premier ministre, ce n'est pas une poignée de touristes qui va changer cela. « L'île de Hans est un rocher d'un kilomètre carré au milieu de l'océan Arctique, alors je ne crois pas qu'il y avait vraiment matière à une excursion touristique », a lancé Stephen Harper aux journalistes lors de son arrêt à Churchill.

La petite ville du nord du Manitoba est la première étape de la nouvelle tournée arctique du premier ministre, où il a annoncé hier que le gouvernement dépenserait 13,4 millions pour reconstruire les routes et améliorer les services offerts près des pistes de l'aérodrome, géré par le fédéral. Il s'agit que la cinquième visite en Arctique de M. Harper depuis sa prise de pouvoir en janvier 2006.

Le premier ministre manitobain Greg Selinger a indiqué que ces améliorations aideront à transformer l'aéroport en quelque chose de plus qu'un simple lieu touristique. « Cela permettra à Churchill de devenir un point d'accès pour tout le Grand Nord canadien », a-t-il déclaré à la presse après l'annonce du premier ministre Harper.

« L'île de Hans est un rocher d'un kilomètre carré au milieu de l'océan Arctique, alors je ne crois pas qu'il y avait vraiment matière à une excursion touristique. » — Stephen Harper

Après s'être adressé à des dignitaires locaux, M. Harper a déclaré à la presse qu'il avait vu des changements positifs dans la région au fil du temps, mais qu'il restait encore du travail à faire.

Selon lui, le Nord est une région peu populeuse et sous-développée, et de substantiels investissements seront nécessaires pour saisir les occasions qui se présenteront.

M. Harper a prévu des escales au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. On s'attend à ce qu'il affirme la souveraineté du Canada dans cette région.

Ce séjour survient quelques jours après que le gouvernement du Canada eut annoncé ses nouvelles intentions à propos de l'Arctique, qui comprennent une opération diplomatique visant à éviter les différends territoriaux dans le Grand Nord avec d'autres pays. Le premier ministre Harper ira aussi rencontrer les militaires canadiens qui participent à l'exercice militaire opération Nanook.

Il sera également reçu par des leaders inuits, une semaine après que le Canada eut présenté des excuses formelles aux Inuits à propos des politiques ayant entraîné leur déménagement, il y a quelques décennies. M. Harper n'a toutefois pas présenté lui-même ces excuses; elles ont été faites au nom du gouvernement par le nouveau ministre des Affaires indiennes et du Nord, John Duncan.

GARNEAU ACCUSE HARPER D'IGNORER LE QUÉBEC

Le député libéral de Westmount–Ville-Marie, Marc Garneau, reproche à Stephen Harper d'ignorer le Québec, rapportant que le premier ministre ne s'y est pas manifesté depuis 100 jours, sauf pour ses vacances au lac Harrington, à quelques minutes de sa résidence officielle d'Ottawa. M. Garneau croit que M. Harper a rayé le Québec de ses priorités, que ce soit sur le dossier du respect du français à la Cour suprême, du financement de la culture et des événements artistiques de renom, du maintien du registre des armes à feu, de la protection de l'environnement ou de l'indépendance des fonctionnaires. Le lieutenant québécois de M. Harper, le ministre Christian Paradis, n'a pas tardé à répliquer à son adversaire. « Je peux comprendre que M. Garneau préfère parler du premier ministre plutôt que de son propre chef. Après tout, c'est bien Michael Ignatieff qui a fait fuir un investissement majeur pour l'industrie minière de chez nous », a indiqué M. Paradis dans un couriel transmis par son directeur des communications, et faisant référence à des propos du président de Mine Jeffrey.

— La Presse Canadienne

EN BREF

L'ADQ propose d'exploiter davantage les ressources naturelles

N'en déplaise aux groupes de pression environnementaux, le Québec doit exploiter à plein régime ses ressources naturelles, croit le chef de l'ADQ, Gérard Deltell. Le leader adéquiste considère que les lobbies environnementaux en mènent trop large et empêchent le Québec de profiter pleinement de son potentiel gazier, minier et pétrolier. Aussi légitimes qu'ils soient, les groupes de pression ne doivent pas dicter le programme du gouvernement en matière de développement économique, a insisté hier M. Deltell, au premier jour d'un caucus de 48 heures des quatre députés adéquistes à Bécancour. Le chef de l'ADQ a dit vouloir faire de la « création de richesse » l'un de ses principaux chevaux de bataille.

— La Presse Canadienne

Meubles et Décors Baccarelli
Les plus beaux meubles classiques européens
Vente de 25% à 50%
Jusqu'au 5 septembre
Lun., mar., mer. et vend. : de10 h à 18 h, jeudi : 10 h à 20 h, samedi fermé, dimanche : 12 h à 17 h
514 288-5225
8260, chemin Devonshire, Ville Mont-Royal, angle Royalmount
www.meubles-et-decors.com

LOTO QUÉBEC
Résultats des tirages du 2010-08-23
La Quotidienne 3 053 4 2051
Triplex 12 20 28 39 40
Banco 11 12 13 15 21 28 29 31 35 36 38 41 50 51 57 58 59 63 64 67
Astro Jour 25 - Mois AOÛT - Année 12 - Signe CANCER
Extra 4619457
C'est reparti ! Jusqu'à 90 participants à la télé !
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.
lotoquebec.com/video

VIEUX-QUÉBEC
Spécial Musée / Couette et Café
à partir de 169$
2 billets gratuits Musée de la civilisation
2 déjeuners et stationnement inclus
du 30 août au 13 septembre 2010
LE PORT-ROYAL
hôtel & suites
1.866.417.2777
www.leportroyal.com

AGRESSIONS À L'ARME BLANCHE À VERDUN



PHOTO SYLVAIN RYAN, COLLABORATION SPÉCIALE

Deux jeunes hommes ont été agressés à l'arme blanche hier, vers 13 h 15, au coin des rues Verdun et Gordon, à Verdun. L'un se trouve toujours dans un état critique, tandis que l'autre, blessé au dos, est dans un état stable. Le Service de police de la Ville de Montréal a donné peu d'informations concernant les circonstances de l'agression. Un jeune homme, qui a, d'après des témoins, été vu en train de quitter précipitamment la scène. Il est toujours recherché par la police. Aucune arme n'a été retrouvée. — Anabelle Nicoud

MEURTRE D'UNE OCTOGÉNAIRE À SHERBROOKE

L'adolescent arrêté devra subir une évaluation psychiatrique

RENÉ-CHARLES QUIRION
LA TRIBUNE

SHERBROOKE — L'adolescent de 16 ans accusé de l'enlèvement et de la séquestration de Réjeanne Pelletier-Charette ainsi que du vol et du recel de son véhicule doit subir une évaluation psychiatrique pour voir s'il est apte à être jugé dans un procès.

Visiblement nerveux, l'adolescent s'est présenté hier devant le juge Michel Dubois de la Chambre de la jeunesse accompagné d'un éducateur du centre jeunesse de l'Estrie, où il a été placé en garde fermée.

Son avocate, Me Claire Desgens, de l'Aide juridique, a demandé que son client soit évalué par un psychiatre: « Lors des discussions que nous avons eues avec notre client, on se rend compte qu'il ne comprend pas tout. Nous devons être certains qu'il comprenne les accusations portées contre lui, leurs conséquences et le rôle des différents intervenants de l'appareil judiciaire. Il doit aussi être capable d'aider ses avocats à le défendre. Nous avons déjà pris des mesures pour qu'il soit évalué dès aujourd'hui (hier). »

Le jeune homme n'est pas encore accusé de meurtre. « Aucune autre accusation n'est portée pour l'instant, a indiqué la procureure aux poursuites criminelles Me Claude Longpré-Poirier. Il y a encore plusieurs éléments à vérifier. Pour porter des accusations criminelles, la preuve doit être complète. »

Réjeanne Pelletier-Charette vivait seule dans sa résidence de la rue Rodrigue, dans le secteur Rock Forest, lorsque sa vie a basculé, le 13 août. Elle a été portée disparue puis recherchée par les policiers et son corps sans vie a été découvert dans un champ à moins de 2 km de chez elle, le 17 août.

Son véhicule avait été découvert la veille dans un stationnement du centre-ville de Sherbrooke. L'adolescent a été arrêté le même jour. Selon les policiers, la dame de 82 ans a été assassinée à l'arme blanche.

L'adolescent est passible d'une peine maximale de trois ans d'emprisonnement. Il doit retourner devant le tribunal le 30 août prochain pour la suite du processus.

Couple âgé trouvé sans vie à Val-Bélair

Un pacte de suicide?

LE SOLEIL

Il apparaît de plus en plus plausible aux yeux des policiers qui enquêtent sur le couple âgé et malade trouvé sans vie dimanche soir à Val-Bélair que l'homme de 66 ans a tué sa conjointe de 76 ans avant de se donner la mort.

En soirée, dimanche, un membre de la famille a découvert les corps inanimés de Gilles Nadeau et de Jeannine Proteau dans leur résidence, au 1345, rue Gaboury, à Val-Bélair. Ils seraient tous les deux morts par asphyxie.

Dimanche soir, les policiers semblaient écarter la thèse du meurtre et parlaient davantage d'un pacte de suicide après avoir trouvé une lettre explicative dans la maison. L'enquête a toutefois permis de déterminer que « la condition physique de la dame faisait en sorte qu'elle n'était pas en mesure de mettre fin à ses jours de la manière dont elle a été trouvée », souligne la porte-parole de la police de Québec, Christine Lebrasseur.

Les policiers n'iront pas plus loin dans leur description de la scène ou du contenu de la lettre, lequel ne sera jamais révélé parce qu'il n'y aura pas de poursuite judiciaire. Les policiers poursuivent leur enquête.

Ce n'est pas le premier cas du genre, mais « c'est quand même plutôt rare » de voir des personnes âgées malades mettre fin à leurs jours, indique la directrice générale du Centre de prévention du suicide de Québec, Sylvie Nadeau. Elle ne veut surtout pas culpabiliser la famille qui vient de perdre des êtres chers, mais elle incite l'entourage des personnes âgées à s'informer de leur état.

Le sentiment d'isolement chez les personnes âgées peut s'accentuer par « le fait de perdre des proches autour de soi: on perd une sœur, un ami, et on devient encore plus seul », poursuit-elle. Il est donc « important de garder un réseau social parce que les pertes qu'on vit autour deviennent plus difficiles ».

Quand la maladie s'invite ou quand le corps ne suit plus autant qu'avant, on doit réaliser « qu'il y a autre chose: on a plus d'expérience dans la vie, plus d'expertise, et on peut les partager avec d'autres personnes ».

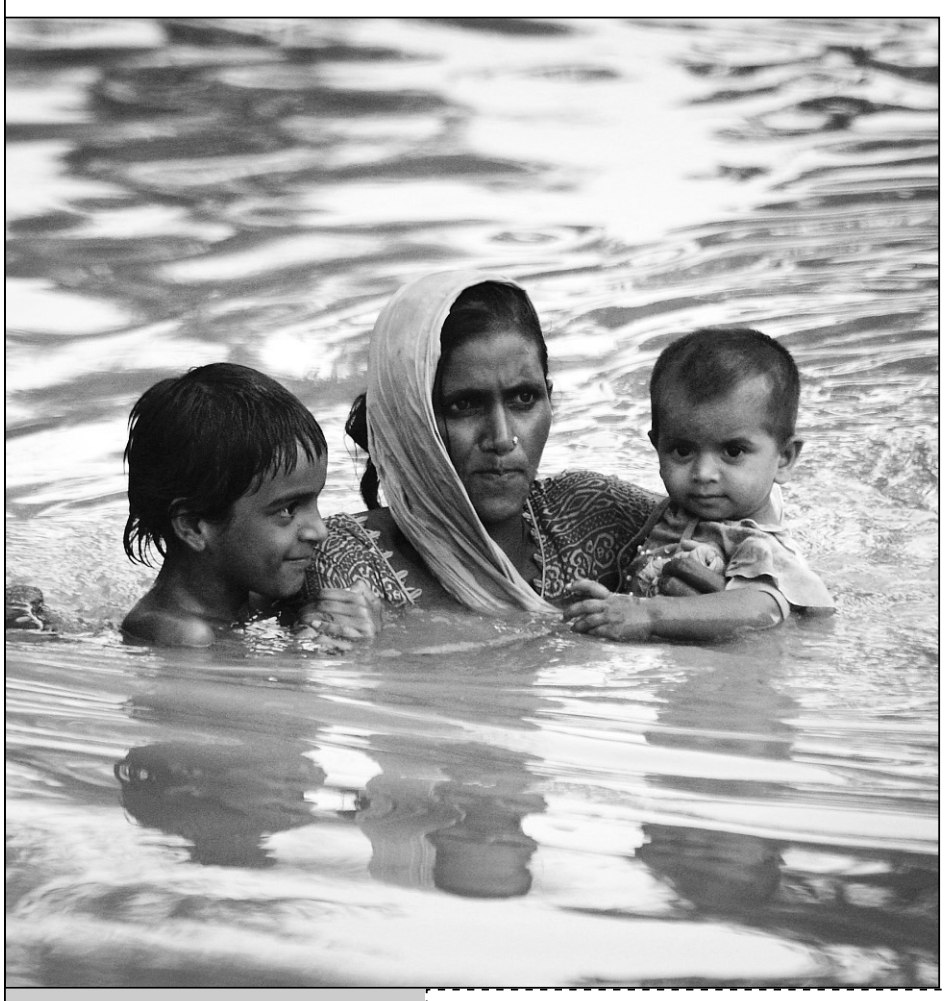


PHOTO PATROUILLEURS MÉDIAS

Un membre de la famille a découvert les corps inanimés de Gilles Nadeau et Jeannine Proteau, dimanche soir, dans leur résidence de Val-Bélair.

Vision Mondiale

20 millions de personnes touchées par les terribles inondations au Pakistan



Aidez à faire parvenir des secours d'urgence aux enfants et familles dont la vie a été bouleversée par les inondations au Pakistan. Agissez immédiatement pour doubler la valeur de votre don.

Des enfants et familles, nombre d'entre eux sans abri, luttent pour survivre et ont grand besoin de nourriture, d'eau potable et de fournitures de base.

Des enfants ont désespérément besoin de votre aide
Les enfants sont vulnérables aux maladies d'origine hydrique tel le choléra. Votre don nous aidera à offrir de l'aide médicale de même que de l'eau potable et des fournitures d'urgence aux enfants et à leurs familles.

Vision Mondiale est au Pakistan
Notre personnel sur le terrain travaille sans relâche pour s'assurer que les secours parviennent jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin.

N'attendez pas. Agissez dès maintenant.
Grâce à une contribution généreuse du **gouvernement canadien, la valeur de votre don doublera** si vous agissez avant le 12 septembre. Pour expédier sans délai des fournitures d'urgence aux enfants et familles désespérés du Pakistan, appelez au **1-800-363-5021** ou faites un don en ligne à **www.visionmondiale.ca**.

Vision Mondiale est une organisation de solidarité internationale qui lutte contre toutes les formes de pauvreté et d'injustice à travers ses programmes d'aide humanitaire d'urgence, de développement et ses actions de plaidoyer. Inspirés par nos valeurs chrétiennes, nous apportons une aide aux enfants et aux familles les plus démunis sans aucune forme de discrimination sociale, ethnique ou religieuse.

Expédiez mon don sans délai pour aider à sauver des vies au Pakistan!

J'inclus:
☐ 55 $
☐ 110 $
☐ 330 $
☐ _____ $ pour aider le plus grand nombre de personnes possible

Nom _____
Adresse _____ App _____
Ville _____ Province _____ Code postal _____
Téléphone _____ Courriel _____

Je veux utiliser ma carte ☐ VISA ☐ MasterCard ☐ American Express
NUMÉRO DE CARTE DATE D'EXPIRATION
SIGNATURE
99663/4195145

Veuillez faire votre chèque à l'ordre de Vision Mondiale

1134, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 510, Montréal (Québec) H3B 5K2
Vous pouvez parrainer ou faire un don en ligne à www.visionmondiale.ca

Donnez maintenant. Appelez au 1 800 363-5021 ou visitez www.visionmondiale.ca

LE TOUR DU GLOBE

MALI

Libération de deux otages

Deux Espagnols retenus depuis près de neuf mois au Mali par la section maghrébine d'Al-Qaïda ont été libérés. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a affirmé hier que l'on avait satisfait à certaines de ses revendications. AQMI a déclaré que la libération des deux Espagnols constituait une « leçon adressée aux services secrets français », après l'échec d'un raid pour libérer l'otage français Michel Germaneau, dont le groupe a annoncé la mort peu après.
AFP

ÉTATS-UNIS

Obama et Bush le 11 septembre

Michelle Obama et Laura Bush vont marquer ensemble le neuvième anniversaire des attentats du 11 septembre en Pennsylvanie, sur le site du crash du vol 93 d'United Airlines, le quatrième avion détourné par Al-Qaïda, a confirmé hier la Maison-Blanche. Le secrétaire aux Affaires intérieures, Ken Salazar, sera aussi présent ce jour-là sur le lieu de l'écrasement, à Shanksville, où un monument à la mémoire des victimes est en cours de construction.
AFP

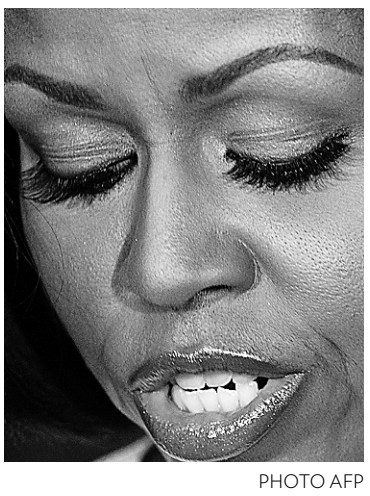


PHOTO AFP

La première dame Michelle Obama.

AFGHANISTAN

Al-Qaïda très peu présent

Le réseau Al-Qaïda est très peu présent en Afghanistan, selon les documents américains confidentiels diffusés en juillet par le site Wikileaks, selon le *Washington Post*. Les 76 000 documents confidentiels qui ont jeté fin juillet une lumière crue sur le conflit dans le pays ne mentionnent Al-Qaïda qu'une dizaine de fois et parfois seulement de manière vague.
AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

13

La Chine pourrait réduire le nombre de crimes punissables de la peine de mort en retirant notamment 13 crimes financiers d'une longue liste de 68, qui en fait le pays qui exécute à lui seul plus que le reste des États du monde. L'Assemblée nationale populaire doit étudier cette semaine un amendement au code pénal à cet effet.
AFP

DÉCLARATION CONTROVERSÉE D'UN PRÊTRE DE LILLE

« Je prie pour que M. Sarkozy ait une crise cardiaque »



MARC THIBODEAU

PARIS — La politique musclée que mène le gouvernement français envers les Roms suscite un véritable malaise dans l'Église catholique. À tel point qu'un prêtre dit même avoir prié pour que le président Nicolas Sarkozy soit foudroyé par la maladie.

« Je prie – je vous demande pardon – pour que M. Sarkozy ait une crise cardiaque », a déclaré dimanche le père Arthur Hervet, un prêtre de Lille très investi dans la défense des minorités.

« J'en suis là. Je sais que je n'ai pas le droit de le faire, mais je dis: "Seigneur, il n'y a plus que toi qui puisses arrêter quelque chose" », a déclaré le religieux, qui a présenté des excuses quelques heures plus tard.

« Je ne veux absolument pas la mort du président Sarkozy. Mon seul désir: que Dieu frappe son cœur comme il l'a fait pour Saul sur le chemin de Damas. Saul s'est relevé et est devenu témoin de la Vie », a expliqué l'homme de 71 ans, qui a rendu sa médaille de l'Ordre du mérite pour manifester son indignation face à la politique gouvernementale.

Hier, le prêtre a ajouté qu'il souhaitait que le président vienne constater les difficiles conditions de vie des Roms.

L'archevêque de Lille, Mgr Laurent Ulrich, a déclaré dans un communiqué qu'il ne pouvait « cautionner » les propos du prêtre, tout en se montrant plus que compréhensif face à son exaspération.



PHOTO ADRIAN PICLISAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Le démantèlement d'un campement illégal et l'expulsion de Roms vers la Roumanie et la Bulgarie a soulevé les critiques de religieux français au cours des derniers jours.

La situation « que vivent actuellement les Roms provoque la conscience de nombreux chrétiens et d'hommes de bonne volonté », a-t-il souligné.

Sortie du pape

L'archevêque d'Aix-en-Provence, Mgr Christophe Dufour, a aussi critiqué la politique gouvernementale dans les derniers jours après avoir assisté au démantèlement d'un campement illégal.

« Les discours sécuritaires qui laissent entendre qu'il y a des populations inférieures sont inacceptables. Ces personnes, citoyens européens, vivent pour la plupart paisiblement ici », a-t-il souligné.

Le pape Benoît XVI, dans une sortie que la presse nationale a interprétée comme une remontrance envers le gouvernement français, a déclaré de son côté à des pèlerins français qu'il faut « accueillir les hommes de toutes origines ».

Le secrétaire du Conseil pontifical pour les migrants et les gens du voyage, Agostino Marchetto, avait déclaré quelques jours plus tôt que « les expulsions en masse de Roms » sont contraires aux normes européennes.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, prenant la mesure du tollé dans l'Église catholique, a déclaré hier matin qu'il était disposé à rencontre le président de la conférence épiscopale, le cardinal André Vingt-Trois, pour discuter de la situation.

Pas question de mea-culpa pour autant de la part du politicien, qui accuse le « petit milieu médiatico-parisien » d'entretenir la polémique par des « mots extrêmement forts ».

Un froid avec les catholiques

Le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a insisté sur l'importance de préserver la séparation « totale de l'Église et de l'État » pour inciter le milieu ecclésiastique à freiner ses critiques.

Qu'elle soit juste ou pas, la politique sécuritaire du gouvernement est en train de créer un sérieux froid avec les catholiques de France, prévient Jean-Pierre Denis, responsable de l'hebdomadaire catholique *La Vie*.

« Le démocrate-chrétien n'aime ni l'éclat du bling-bling, ni les sirènes hurlantes des derniers jours, indique le journaliste. Le discours martial sécuritaire n'est pas vraiment fait pour le conservateur tempéré. »

SARKOZY STAGNE DANS LES SONDAGES

À la veille d'une rentrée politique et sociale qui s'annonce difficile pour le pouvoir, Nicolas Sarkozy est toujours au plus bas dans les sondages à moins de deux ans de la présidentielle. L'expulsion de Roms vers la Roumanie et la Bulgarie et la menace de déchéance de la nationalité française de certains criminels d'origine étrangère a soulevé l'indignation sans faire décoller le président français dans les sondages, où il stagne entre 34 et 36 % d'opinions favorables. Un sondage Viavoice publié hier dans le quotidien *Libération* renvoie Nicolas Sarkozy en quatrième position des personnalités préférées pour devenir président, derrière trois socialistes. Avec 24 % de sondés qui souhaitent le voir à la tête de l'État en 2012, il arrive loin derrière le patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn (44 %) et la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry (31 %), et il talonne Ségolène Royal (25 %).
— AFP

L'Iran sur le pied de guerre

Mini-sous-marins, vedettes rapides, drones au nom menaçant : l'Iran multiplie les démonstrations de force. L'État islamiste se prépare-t-il à frapper, voire à paralyser le détroit de Hormuz, voie cruciale pour les grands pétroliers ? Depuis une décennie, c'est une possibilité bien réelle pour l'armée américaine, qui a appris à se protéger contre les assauts d'essaims de vedettes iraniennes.

MATHIEU PERREAULT

Sous une pluie de confettis, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a dévoilé hier le premier drone islamiste capable de lancer des missiles. Appelé Karrar, « destructeur » en persan, il peut lancer quatre missiles de croisière avec une autonomie de 1000 km. Cette annonce a été immédiatement suivie, hier, de la présentation de deux vedettes lance-missiles et d'un mini-sous-marin.



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Dans cette photo fournie par le ministère de la Défense iranien, le président Mahmoud Ahmadinejad (à droite) applaudit le dévoilement du premier drone islamiste capable de lancer des missiles.

« L'Iran veut montrer qu'il a tous les outils pour la guerre asymétrique », estime Joseph Bermudez, analyste à la revue spécialisée *Jane's*. « Dans une attaque initiale, particulièrement si elle réussit à causer la surprise, un essaim de vedettes ou de drones pourraient causer des problèmes. Évidemment, les États-Unis ne peuvent pas être vaincus de cette manière. Mais l'objectif des gardes révolutionnaires, qui recevront ces armements, est d'atteindre le martyre et de faire un œil au beurre noir au grand satan. »

L'armée américaine se prépare à l'éventualité qu'un ou deux navires isolés se fassent attaquer par des essaims de vedettes lance-missiles depuis 2002, année où un exercice naval dans le golfe Persique avait montré la vulnérabilité de la marine américaine à cette tactique.

« Depuis, les lacunes de la marine américaine ont été comblées, explique John Pike, fondateur du groupe d'analyse Global Security. Ils ont remplacé leurs obus explosifs par des obus qui se fragmentent en milliers de projectiles de métal. Aucune vedette rapide ne peut résister à cela. C'est en quelque sorte un retour à l'âge de la voile, quand les canons tiraient de la mitraille pour démâter les navires. »

En 2007, une analyse controversée dans la revue *Foreign Affairs* avait avancé que l'Iran ne pourrait pas provoquer de choc pétrolier avec des attaques dans le golfe Persique, même avec la tactique des essaims de vedettes. « Les sources occidentales de pétrole se sont diversifiées et les réserves sont assez importantes pour contrebalancer une interruption, même si elle dure quelques mois, confirme M. Pike. Et chaque semaine d'interruption du trafic de pétroliers dans le golfe Persique signifie des centaines millions de dollars perdus par l'Iran. »

L'objectif de l'Iran, en dévoilant ses nouveaux armements, est surtout de montrer qu'il peut causer des problèmes à l'Irak, considère Houchang Hassan-Yari, politologue au Collège militaire royal de Kingston. « Pour les États-Unis, la stabilité de l'Irak est un héritage à protéger », dit M. Hassan-Yari, en entrevue de Tokyo où il présente deux conférences sur les relations stratégiques iraniennes à un congrès international. « Mais l'Iran fait à mon avis une erreur majeure en pensant qu'elle peut imiter les exemples des insurgés irakiens et afghans. Les États-Unis pourraient facilement réduire leurs problèmes en s'attaquant au gouvernement islamiste. »

ISRAËL ATTAQUERA-T-IL ?

Israël soupèse les risques et les bénéfices d'une frappe préventive contre les installations nucléaires iraniennes. Dans le dernier numéro de la revue *Atlantic Monthly*, une série d'entrevues avec les hautes sphères de l'État juif montre que la question n'est pas de savoir si Israël va frapper, mais quand. Les textes chiites sur lesquels s'appuient plusieurs hauts dirigeants de l'Iran font craindre aux responsables israéliens qu'un deuxième holocauste, qui chasserait les juifs du Moyen-Orient, est possible. Les États-Unis prennent cette possibilité très au sérieux : le *Wall Street Journal* rapportait récemment que les services de renseignements américains font une offensive tous azimuts pour convaincre leurs vis-à-vis israéliens que l'Iran n'aura pas l'arme nucléaire avant au moins un an.



PHOTO MARTIN BERNETTI, AFP

Le Chili respirait un peu mieux hier après l'annonce que les 33 mineurs coincés à 700 m sous la surface dans la mine de San Esteban étaient en vie et en bonne santé.

Quatre mois sous terre !

Depuis 19 jours, 33 mineurs sont bloqués dans la mine San José, à 800 km au nord de Santiago. Dimanche, miracle : un premier contact a révélé qu'ils étaient en vie. Mais leur calvaire n'est pas terminé : le sauvetage pourrait prendre de trois à quatre mois.

CLAIRE MARTIN
COLLABORATION SPÉCIALE

SANTIAGO — Après le miracle, l'attente.

Dimanche, au Chili, des larmes d'allégresse coulaient sur toutes les joues. Sur celles des familles des 33 mineurs, bien sûr, qui vivent depuis le jour de l'accident sur le site inhospitalier de la mine San José. Mais sur celles aussi de nombreux Chiliens, qui n'ont cessé de suivre les événements jour après jour.

Une sonde a percé le plafond d'un tunnel, à 688 m de profondeur. Lorsqu'elle est remontée, à sa pointe était accroché un sac plastique.

Le ministre chilien des Mines, Laurence Golborne, a délicatement détaché le sac. Il contenait des messages. L'un d'eux, bientôt brandi devant la presse par le président Sebastian Piñera lui-même, disait : « Nous allons bien, dans le refuge, tous les 33. »

Le président a souligné : « C'est le message de nos mineurs qui nous disent qu'ils sont vivants, qu'ils sont unis, qu'ils espèrent voir la lumière du soleil et embrasser leurs familles. »

Trou de 10 cm

Mais pour cela, il leur faudra attendre de trois à quatre mois, selon les autorités. Les spécialistes les plus optimistes parlent de deux mois.

Le trou creusé par la sonde va permettre de faire passer aux mineurs de l'eau, du sérum liquide, du glucose, des médicaments, de l'oxygène, un téléphone et des aliments énergétiques sous forme de gel. Mais il ne fait que 10 cm de diamètre.

Impossible de les sauver par cet orifice. Les secours ont tenté d'entrer dans la mine, au début des recherches, par la rampe d'accès principale et par une cheminée d'aération… au péril de leur vie. Le terrain est trop instable.

L'unique solution est donc celle d'un nouveau trou, creusé à la verticale sur 700 m de profondeur. Pour éviter tout risque d'éboulement, l'équipe de secours conduite par Codelco, entreprise publique chilienne et numéro 1 mondial de production de cuivre, a écarté l'option d'une sonde pétrolière : plus rapide, elle creuse aussi des trous moins stables. On a donc choisi une sonde spéciale, qui creusera la terre à partir d'aujourd'hui, semble-t-il. La cheminée qu'elle va créer fera 66 cm de diamètre, assez pour sortir les hommes de là.

« Ils veulent des brosses à dents »

Reste à savoir comment les mineurs vont supporter aussi longtemps cette attente à 700 m sous terre. Une attente dont ils n'ont pas encore idée. Hier après-midi, un premier contact téléphonique a pu être établi. Le ministre des Mines a souligné que les mineurs sont « sains et saufs » et qu'ils ont « très bon moral ». « Ils ont juste les yeux un peu irrités par la poussière de la mine, ils veulent des brosses à dents et l'un d'eux a des maux de ventre. » C'est celui qui s'est érigé, semble-t-il comme le chef du groupe, qui a répondu au téléphone. Le vétéran des 33 mineurs, Mario Gomez, âgé de 63 ans, est le plus expérimenté. Il est mineur depuis l'âge de 12 ans.

Si l'impatience et la dépression sont désormais les pires ennemies des 33 mineurs, ils semblent tenaces et organisés, tout comme leurs familles. Des qualités dont ils auront tous besoin.

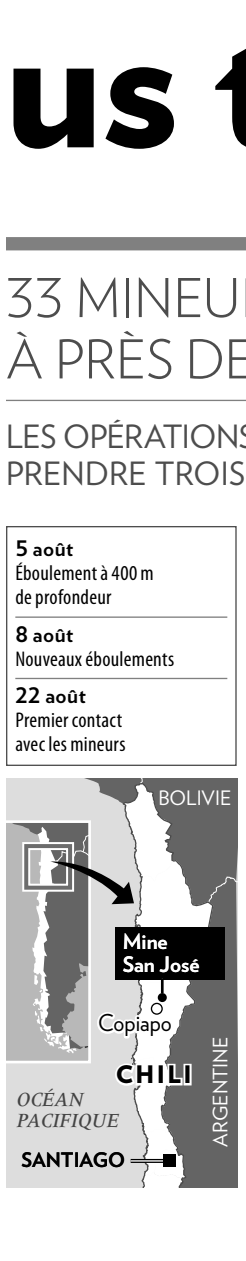
33 MINEURS BLOQUÉS À PRÈS DE 700 M SOUS TERRE

LES OPÉRATIONS DE SAUVETAGE POURRAIENT PRENDRE TROIS OU QUATRE MOIS

5 août
Éboulement à 400 m de profondeur

8 août
Nouveaux éboulements

22 août
Premier contact avec les mineurs



Une perforatrice a fait passer une sonde à 688 m de profondeur près du refuge.

Un premier contact avec les mineurs a été établi par les sauveteurs via un conduit de 8 cm, qu'ils devront élargir à 66 cm pour les extraire un à un avec une corde.

Les mineurs sont confinés dans une zone-abri souterraine depuis près de trois semaines par une chaleur humide de 32 à 36 degrés.

Par le conduit, ils devaient recevoir une première aide dès hier ou aujourd'hui (eau, sérum glucosé, médicaments…)

SOURCE AFP

PRISE D'OTAGES AUX PHILIPPINES : HUIT TOURISTES TUÉS



PHOTO NOEL CELIS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Huit touristes de Hong-Kong ont été tués hier soir à Manille, où la police a donné l'assaut à un autocar dans lequel une quinzaine de personnes étaient tenues en otages depuis 12 heures par un ancien policier philippin, qui a été abattu. Quatre otages sont sortis vivants du véhicule après l'assaut. Le sort de plusieurs personnes encore dans le bus restait incertain en fin de journée. Le gouvernement de Hong-Kong s'est déclaré « très déçu » par l'issue dramatique de la prise d'otages. — d'après l'AFP

Climat : Poutine doute du facteur humain

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — Le premier ministre Vladimir Poutine, en visite dans une base de scientifiques du Grand Nord de la Russie, s'est interrogé sur l'influence de l'activité humaine sur le changement climatique, ce qui lui a valu une mise au point immédiate de la part d'une chercheuse allemande.

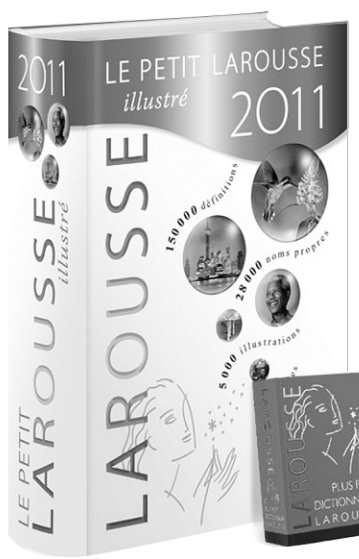
« Le changement climatique intervient-il parce que la Terre respire, vit, laisse échapper du gaz – du méthane – ou à cause de l'influence de l'activité humaine ? » a-t-il dit devant les caméras de la télévision russe, lors d'une visite dans l'île de Samoïlovski, dans l'extrême nord de la Iakoutie.

« Les mammouths ont commencé à mourir à cause du réchauffement climatique, de l'élévation du niveau des océans et de la réduction des pâturages. Ils sont venus ici. Tout ça est arrivé sans l'influence humaine », a-t-il observé.

Une chercheuse allemande, Inken Preuss, membre de l'expédition scientifique d'étude du climat à laquelle M. Poutine rendait visite, a alors expliqué que l'humanité était bien le facteur principal du réchauffement actuel, selon l'agence russe Interfax. « L'utilisation de différents carburants a un effet bien plus grand sur le climat que les rejets (naturels) de méthane que vous avez vus », a souligné la scientifique.

« Ce qui se passe maintenant, c'est du jamais vu. Et l'être humain est à l'origine d'une contribution très importante au changement climatique », a expliqué M^me^ Preuss, dont les propos n'ont pas été retransmis par la télévision russe.

LA SUPERGRILLE DU MOIS
LA PRESSE



EN AOÛT
Cinquante personnes gagneront ces dictionnaires et un sac réutilisable



LAROUSSE

À NE PAS MANQUER
SAMEDI

FORUM

LA PRESSE
André Desmarais › Président du conseil d'administration
Guy Crevier › Président et éditeur
Éric Trottier › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

L'amour en vert



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Parler du cynisme de l'homme de la rue face à la politique est devenu un sujet de conversation aussi banal que la température. Toutes les causes, même improbables, ont été soupesées. Mais on s'est peu attardé à ce qui crève pourtant les yeux: l'extraordinaire capacité qu'ont certains personnages politiques de lancer des débats oiseux, inutiles, fantaisistes. (Avant le retour du boomerang, nous concéderons que les journalistes ne sont pas non plus manchots en la matière…)

Chez madame May, les «polyamoureux» revendiquent…

Peut-être tous les politiciens, qu'ils soient du centre, de gauche, de droite ou des extrêmes, sont-ils nés également équipés de ce talent. Mais les formations excentrées, indifféremment à gauche ou à droite, semblent avoir le don de nourrir cette prédisposition.

Ainsi, le week-end dernier, les têtes pensantes du Parti vert du Canada ont, toutes affaires cessantes, examiné avec le plus grand sérieux une motion plaidant la décriminalisation de la polygamie, actuellement passible de cinq ans de pénitencier.

■■■

À la limite, sur le plan strictement légal, ça se discute… à la condition d'oublier que les femmes impliquées dans les relations polygames sont la plupart du temps perdantes sur tous les plans, tant celui de la dignité, que de l'égalité, de la sécurité économique ou de la sécurité tout court. En 2005, un comité juridique mandaté par Ottawa avait recommandé la décriminalisation; mais, confrontée à la réalité, l'idée avait été rejetée.

Cependant, le Parti vert étant ce qu'il est, c'est un ton infiniment plus *flyé* qu'on a donné au débat.

Ainsi, la candidate verte d'Edmonton-Est, Trey Capnerhurst, dont la biographie précise qu'elle pratique le métier de guérisseuse traditionnelle, a défendu le projet au nom des droits des «polyamoureux».

Elle-même est «polyamoureuse», avoue-t-elle, puisqu'elle aime nouer plusieurs relations intimes en même temps (trop d'information, peut-être?). Et elle soutient que les dizaines de milliers de Canadiens et Canadiennes qui vivent ce type de relations sont discriminés. Par exemple, «des hôpitaux ont comme règle de ne pas permettre la visite de plus d'un conjoint par patient» (*Toronto Sun*).

Bref, il s'agit de la plus récente catégorie de victimes à apparaître au volumineux martyrologe de la *branchouille* bourgeoise au coeur saignant!

En atelier, samedi, le débat initial s'est fait en l'absence des cadres du parti. «Où étaient donc passés les adultes?», ironise le journaliste-blogueur torontois Joey Coleman, qui a bien saisi le caractère surréaliste de l'événement.

Selon lui, le Parti vert pourrait regretter cette dérive. Et ce, même si l'affaire a été étouffée dans l'œuf, dimanche, par un vote rejetant massivement la résolution. Et même si, hier, la soumissionnaire de la résolution (ornée de tout le charabia droit-de-l'hommiste à la mode) a rectifié le tir, affirmant qu'il s'agissait à ses yeux de… protéger les enfants!

Pour sa part, la chef des Verts, Elizabeth May, a semblé un peu déstabilisée.

Et elle le sera encore plus lorsque, avant de s'enfoncer davantage dans le cynisme, l'homme de la rue lui demandera quel nouveau débat existentiel le Parti vert compte-t-il lancer lors de ses prochaines assises…



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE



EXCLUSIF

Roms expulsés de France: la Roumanie hypocrite

Les autorités françaises ont annoncé leurs intentions de démanteler quelque 300 camps de Roms d'ici la fin du mois d'octobre.



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Pourquoi cette fixation sur la cravate?
par Ariane Krol

FORUM@LAPRESSE.CA

Mal placés pour critiquer

Depuis quelque temps, je lis plusieurs remarques dans les médias selon lesquelles la reconstruction d'Haïti ne va pas très bien. Qui sommes-nous au Québec pour nous permettre d'évaluer cet aspect? Essayons plutôt de regarder ce qui se passe ici: le projet de construction du CHUM n'avance pas et on est «pogné» avec l'îlot Voyageur, une structure en béton qui traîne devant la Bibliothèque nationale. J'espère que les Haïtiens ne comptent pas sur les décideurs québécois pour les aider, on n'est même pas capable de s'entendre au sujet de constructions qui font un quadrilatère. Alors, pour des reconstructions de pays, il faut nous oublier.

Paul Trudeau

Manque de leadership



Ça fait je ne sais plus combien d'années, tant c'est ridicule, que les parents attendent le bulletin chiffré. Or, après tant de contorsions et de tergiversations, toute personne sensée se serait attendue à ce que cette année soit enfin la bonne. Mais non, l'année prochaine… et ce, du bout des lèvres! Depuis le début, le syndicat fait des pieds et des mains, surtout en dessous de la table, pour empêcher qu'on puisse faire des mesures et des comparaisons! Eh oui, les chiffres parlent, car ce ne sont pas des mots creux comme «a fait du progrès», «travaille fort». «Madame Sourire», la ministre **Line Beauchamp**, part du mauvais pied et se sert du prétexte qu'elle vient d'arriver pour éviter de frapper de front le syndicat: quel manque de leadership! J'espère que les parents se rappelleront au prochain scrutin, jour unique où le citoyen détient un certain pouvoir et peut enfin régler ses comptes!

Robert Vallée, Brossard

Qui défend les Roms?

Le président Sarkozy a décidé de faire expulser des centaines de Roms de France. Ces mesures, qui rappellent les rafles commises à l'encontre de juifs durant la Seconde Guerre mondiale, ressemblent à des diversions pour faire oublier les sérieuses difficultés du gouvernement Sarkozy. C'est la «solution» démagogique classique: on s'en prend aux immigrés. Honte à ce gouvernement français qui présente toujours son pays comme la patrie des droits de l'homme. Mais qui défend les Roms? Outre la gauche et l'Union européenne, il y a l'Église catholique, en France et à Rome. Oui! Cette Église que plusieurs Québécois aiment décrire comme rétrograde et de droite. Voilà ce qui devrait en faire réfléchir certains.

Michel Lebel, Entrelacs

OPINION

Des policiers zélés

En multipliant les contraventions au parc La Fontaine, ils font preuve d'intransigeance

CHRISTIAN GUAY-POLIQUIN



L'auteur est un étudiant à la maîtrise en études littéraires à l'UQAM. Il adresse sa lettre ouverte au nouveau directeur de police du SPVM, M. Marc Parent.

Je tiens à dénoncer le zèle avec lequel certains policiers du SPVM s'amusent à donner des contraventions dans le parc La Fontaine, notamment cet été. Afin de lancer une réflexion sur l'éthique de certaines interventions policières mineures, je voudrais, comme citoyen montréalais depuis plusieurs années, poser la question suivante: comment souhaite-t-on vivre à Montréal? Et plus particulièrement, que signifient, pour nous, nos espaces publics?

Les dérives fréquentes des «opérationnettes» de la SPVM dans les parcs de Montréal nous portent presque à croire que nos agents de la paix souhaitent effectivement avoir la paix en instaurant peu à peu, à coup de contraventions en guise d'avertissement, un calme ontarien dans les lieux publics de la métropole.

Par exemple: vendredi soir, 22 h 30, parc La Fontaine. Plusieurs groupes de personnes, de tous âges, étirent leur pique-nique autour des terrains de pétanque. Puis, un groupe de policiers arrive et délivre un bon nombre de contraventions, plus ou moins hasardeuses, à certaines personnes parmi tant d'autres qui avaient en leur possession une consommation alcoolisée. Classique. Seulement voilà, à cela il faut ajouter un refus catégorique de communiquer, la négation de la possibilité d'un avertissement, des bavures ridicules, des leçons de morale complètement déplacées à des aînés, et même quelques insultes verbales aux plus jeunes.

Serions-nous ici devant un dérapage du code d'éthique de nos policiers de quartier? À moins que le SPVM cherche à combler son déficit de façon inédite en donnant des contraventions comme on distribue des dépliants? Sommes-nous en train de perdre la petite tolérance institutionnelle dont notre province peut être généralement fière? Oublions-nous que l'intransigeance policière ne mène qu'à l'amertume et la hargne alors que le sens de la répartie et la communication imposent le respect et la coopération?

qui existent, bien sûr, pour protéger la qualité de vie des citoyens face aux abus et à la criminalité. Cependant, la réalité sociale est souvent beaucoup plus complexe que veut bien l'entendre la législation municipale.

Nos policiers doivent donc faire preuve d'intelligence professionnelle, d'analyse et de jugement en se rappelant bien que leur fonction est celle de protéger la population et non de jouer aux cowboys à ses dépens.

Sans aborder la fragilité des outils que reçoivent nos policiers durant leur formation pour comprendre la société, il faut souligner avec vigueur que l'application systématique des lois et des sanctions revient à réduire la vie sociale de la métropole entre quatre murs, été comme hiver.

Je livre ma position au nom de milliers de Montréalais qui clament pour une éthique

Les lieux publics de notre ville sont des lieux de socialisation qui font en sorte qu'il fait bon vivre à Montréal.



Je rappellerai au maire Tremblay, à vous, M. Parent, ainsi qu'à tout l'effectif policier que les lieux publics de notre ville sont des lieux de socialisation qui font en sorte qu'il fait bon vivre à Montréal. Le problème est donc lié à la dimension strictement opérationnelle avec laquelle les policiers appliquent les sanctions prescrites par la loi. Des lois de l'intervention policière en lieux publics. À ce sujet, je vous invite à visionner à nouveau le film de Michka Saäl, intitulé *Zéro tolérance*, qui questionne l'attitude des policiers de Montréal face à leurs concitoyens et qui affirme à maintes reprises que les policiers, pour mieux servir la population, doivent se faire un devoir de comprendre et d'incarner les valeurs de notre société.

À BIEN Y PENSER

Maintenant que la candidature de Wyclef Jean est rejetée, gardons-nous de croire que l'imposture ne menace plus les prochaines présidentielles d'Haïti. Parmi les 19 candidats agréés par le Conseil électoral provisoire, on a peine à trouver un véritable leader entouré d'hommes et de femmes compétents et intègres, ce dont le pays a le plus besoin dans les circonstances actuelles. — Russell Ducasse

FORUM

Poudre aux yeux



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Jean Charest se rengorgeait, l'autre jour, en annonçant que grâce à l'injection de 1 milliard de dollars, l'hôpital Sainte-Justine deviendra le premier centre mère-enfant au Canada.

On a l'impression que le premier ministre s'est rendu compte qu'après trois mandats dénués de réalisations marquantes, il fallait un beau gros projet auquel associer son nom.

Or, quoi de plus sympathique que la santé des enfants? Stephen Harper avait utilisé le même filon avec son plan d'aide à la santé maternelle dans le tiers-monde. Veut-on, cette fois, utiliser le projet de Sainte-Justine pour faire oublier les sables mouvants dans lesquels s'enlise le CHUM? Le CHUM, vous vous rappelez, cet hôpital qui devait ouvrir ses portes l'an prochain, mais qui ne sera livré qu'en 2018… si tout va bien, ce dont l'histoire passée nous permet de douter fortement.

En matière de grand projet hospitalier, M. Charest a déjà raté le coche.

Loin de moi l'idée de jeter une ombre sur l'avenir radieux qui s'annonce dans cette grande institution qu'est l'hôpital Sainte-Justine, mais il faut garder le sens des proportions. Le porte-parole du PQ, Bernard Drainville, n'avait pas tort de s'inquiéter à l'annonce de cet investissement considérable dans la technologie de pointe, dans une province où l'on manque de médecins et d'infirmières et où les infrastructures hospitalières, à Montréal particulièrement, sont en déliquescence.

Même si l'idée de moderniser Sainte-Justine est louable en principe, cette annonce sent à plein nez le calcul politique. C'est la poudre aux yeux dont le gouvernement espère qu'elle nous aveuglera au point d'en oublier le fiasco du CHUM et les maux profonds qui affligent notre système de santé – des maux que le gouvernement Charest, qui est au pouvoir depuis sept ans, ne peut indéfiniment attribuer à ses prédécesseurs.

Cela rappelle l'autre décision intempestive et irréfléchie du gouvernement, une décision qui fera du Québec le seul endroit au monde où les traitements de fertilité coûteux et aléatoires seront accessibles à n'importe qui, y compris aux femmes en âge d'être grands-mères ou à celles qui préfèrent la seringue à l'intervention masculine.

On ne comparera pas cette mesure injustifiée au projet de Sainte-Justine, un projet sérieux qui servira toute la province. Il reste qu'en cédant au lobby larmoyant de Julie Snyder, M. Charest semble avoir saisi au vol une autre occasion de passer pour l'apôtre de la maternité et de la natalité, le meilleur ami des mères et des enfants. Et tant pis si les contribuables héritent d'un fardeau qui aurait très bien pu être assumé par une fondation privée, et tant pis si les hôpitaux, déjà mal équipés pour faire face aux vrais problèmes de santé, sont débordés par la demande pour ces services superfétatoires.

L'ironie, dans cette histoire, c'est qu'en matière de grand projet hospitalier, M. Charest a déjà raté le coche. En 2004, l'Université de Montréal avait proposé un projet de Cité du savoir et de la santé, un projet qui était, celui-là, vraiment porteur et qui avait beaucoup plus d'envergure que la rénovation de Sainte-Justine, et qui aurait fait de Montréal un centre biomédical reconnu. Mais comme l'affaire était controversée, le premier ministre s'est lâchement abstrait du débat et a laissé ce projet se faire enterrer sous la démagogie de divers lobbies, les magouilles et les luttes de pouvoir.

Cette Cité du savoir et de la santé, sise sur l'ancien site du CP à Outremont, aurait intégré le CHUM, de même que les pavillons des sciences de la santé de l'Université et les centres de recherche biomédicales. Elle aurait aussi inclus dans son rayonnement l'hôpital Sainte-Justine, situé à proximité du site envisagé et qui relève lui aussi de la faculté de médecine de l'Université de Montréal. Une belle occasion perdue… que les derniers effets d'annonce ne pourront pas effacer.

LES INONDATIONS AU PAKISTAN

Une curiosité éphémère

Les Canadiens se soucient peu des engagements humanitaires non respectés par le gouvernement fédéral

FRANÇOIS AUDET



L'auteur est directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'aide humanitaire au CERIUM de l'Université de Montréal.

Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), les inondations touchent près de la moitié du territoire pakistanais. La montée des eaux, qui affecte près de 15 millions de personnes, est la pire en 80 ans pour ce pays frontalier de l'Afghanistan, et l'une des plus dévastatrices de l'histoire de l'humanité.

Si, à ce jour, environ 1600 morts ont été recensés, on ne saura que plus tard le nombre exact de victimes, car la majorité des zones affectées sont encore inaccessibles. Ce nombre s'amplifie de jour en jour, par les maladies liées à l'eau comme le choléra et une recrudescence des infections transmissibles par les insectes tels que la dengue et la malaria.

Cette crise humanitaire a soulevé plusieurs questions et débats, notamment sur la réaction et la générosité du Canada et de la communauté internationale et sur l'efficacité de la réponse humanitaire. On a émis les hypothèses de la mauvaise réputation du Pakistan, critiqué la lenteur de la communauté internationale à intervenir, et même jugé l'altruisme de groupes dits « terroristes » dans l'aide aux victimes.

Si on peut s'indigner de la générosité disparate qu'a suscitée cette crise, on peut s'interroger sur l'intérêt général bien ponctuel vis-à-vis les enjeux humanitaires internationaux.

On observe une curiosité bien éphémère, souvent liée à l'intérêt que les médias porteront ou non à une crise humanitaire. Le gouvernement canadien réagit en symbiose avec cet intérêt relatif du public canadien. Qui se soucie réellement du fait que les engagements humanitaires du gouvernement canadien sont très rarement respectés? Que ce dernier n'a jamais réussi à atteindre plus de la moitié de l'objectif d'investir 0,7 % de son PIB pour l'enveloppe de l'aide publique au développement? Qui se soucie que le gouvernement canadien vient de couper les vivres à plusieurs ONG canadiennes crédibles dont celles du Conseil canadien de la coopération internationale?

Ce manque d'intérêt se traduit également par une certaine méconnaissance du système humanitaire. Comme c'est toujours le cas, l'urgence et la reconstruction qui s'entament au Pakistan prendront malheureusement temps et argent et les Pakistanais, tout comme les donateurs, devront s'armer de patience. Si le pays le plus riche au monde n'a pas encore terminé la reconstruction des suites de l'ouragan *Katrina*, on peut comprendre que la reconstruction des infrastructures et des institutions haïtiennes ou pakistanaises prennent plusieurs années, voire des décennies.

Ce n'est pas seulement une question de financement ou de volonté politique, mais le fait d'enjeux humanitaires dont la complexité n'a d'égale que l'ampleur des crises.

Malgré l'envergure historique et le nombre de victimes affectées, la crise qui sévit au Pakistan reste peu médiatisée par rapport à d'autres crises, et conséquemment recevra moins de soutien financier. La preuve en est que le Canada, qui s'est joint à l'appel international, ne fournira initialement que 33 millions de dollars. Même s'il vient d'annoncer une augmentation de l'aide en doublant les fonds reçus aux ONG canadiennes, forcé de constater que les montants resteront limités. Particulièrement si on le compare aux crises du tsunami et d'Haïti, cette somme peut paraître dérisoire, surtout compte tenu de l'ampleur de la dévastation. C'est, malgré tout, un montant très appréciable pour le Canada par rapport à son soutien aux victimes de plusieurs autres crises actuelles d'envergure, dont celles du Kirghizstan ou de la Somalie.

Qui se soucie que le gouvernement canadien vient de couper les vivres à plusieurs ONG canadiennes crédibles?

Il va sans dire que l'influence politique des diasporas, la langue et les relations avec les victimes de la crise jouent un rôle indéniable sur les décisions quant à l'attribution de l'aide humanitaire, tant chez les donateurs privés que gouvernemental. Mais l'aide financière aux victimes de catastrophes naturelles et armées ne doit-elle pas être plutôt attribuée en fonction des besoins criants des populations plutôt qu'au bénéfice des pays donateurs? Tel est l'impératif humanitaire. En attendant la prochaine crise, espérons que la solidarité persiste au-delà de ces annonces et critiques.



PHOTO AKHTAR SOOMRO, REUTERS

Les inondations touchent près de la moitié du territoire pakistanais et affectent près de 15 millions de personnes.

Une catastrophe alimentaire

Le président Zardari et le premier ministre Gilani en sortiront grands perdants

CHRISTOPHE JAFFRELOT



Ancien directeur du Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po à Paris, l'auteur est un politologue français qui a rédigé plusieurs ouvrages sur le Pakistan et l'Inde.

Les conséquences économiques, sociales et politiques des inondations qui viennent de ravager le Pakistan seront à la hauteur des dégâts dont on peine encore à mesurer l'ampleur.

Au-delà des nombreux morts, les observateurs n'ont pas suffisamment prêté attention à l'impact économique de cette catastrophe qui fait de ces inondations un phénomène bien différent d'un séisme, d'un cyclone ou d'un tsunami.

Au total, plus de quatre millions d'hectares de surface cultivable ont été submergés et rendus en tout ou en partie improductifs à court ou moyen terme. À cela s'ajoute la perte de plus de 125 000 têtes de bétail. De nombreuses centrales électriques sont à reconstruire, comme bien des ponts et des routes. Ce bilan très approximatif conduit à penser qu'il faudra des mois, voire des années pour effacer les traces du désastre. Résultat, non seulement le Pakistan – qui était déjà en proie à une grave crise économique et financière; le pays ne venait-il pas de recevoir un prêt exceptionnel de 8 milliards de dollars du FMI? – va non seulement être pénalisé dans ses exportations (notamment de coton, faute de récoltes et faute d'usines), mais risque de devoir importer des denrées de première nécessité (ce qui n'empêchera pas les prix alimentaires d'augmenter étant donné l'état de pénurie).

Le grand perdant de cette catastrophe naturelle est bien sûr le président Azif Ali Zardari. Celui-ci n'aura pas pris la mesure de la colère suscitée par sa tournée européenne, qu'il a poursuivie comme si de rien n'était alors que son pays était sous les eaux. S'il a prétendu que sa visite en France et en Grande-Bretagne visait à lever des fonds pour venir en secours aux premières victimes, il s'agissait surtout pour lui de mettre son fils de 21 ans, étudiant à Oxford, sur orbite au moyen d'un meeting qui n'a finalement pas eu lieu.

4 millions d'hectares. C'est la surface cultivable qui a été submergée et rendue en tout ou partie improductive à court ou moyen terme. À cela s'ajoute la perte de plus de 125 000 têtes de bétail.

L'autre perdant, de façon plus relative, sera probablement le premier ministre Youssouf Raza Gilani. Non seulement parce qu'il appartient au parti du président, le PPP, mais aussi parce qu'il était resté fidèle au poste pour orchestrer les secours que l'administration a été incapable de coordonner de manière efficace. L'État est aujourd'hui la cible de toutes les critiques, tant l'incurie du système politico-administratif (souvent accusé de corruption) paraît grande.

Les gagnants sont d'abord à rechercher du côté, premièrement, de l'armée, la principale force du pays qui, sur le terrain, a mené les opérations de premier secours avec la discipline qu'on lui connaît, et deuxièmement des groupes islamiques. Il faut se garder ici de tout amalgame et ne pas confondre les ONG islamiques rompues à l'action caritative – tant il est vrai que les chrétiens n'ont pas le monopole de la charité – et les groupes islamistes. Ceux-ci n'en demeurent pas moins experts en matière d'aide d'urgence. Ils disposent pour cela de militants dévoués et de moyens logistiques (et financiers).

En venant en aide aux populations en détresse, comme ils l'avaient déjà fait en 2005 à la suite du séisme du Cachemire, ils gagnent en popularité, voire en légitimité. Reste à voir si l'impact politique ainsi analysable à chaud trouvera une traduction dans les urnes ou dans la rue. Rien n'est moins sûr, tant que l'armée tient le pays.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca** **VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?** **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

mazda

Nos meilleures offres de l'année.
Et ne payez rien avant novembre.



0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT

JUSQU'À
60
MOIS†



Mazda3 Sport 2010



ET
AUCUN PAIEMENT
AVANT
90 JOURS††

Mazda3 berline 2010

Route : 5,9 L/100 km
Ville : 8,1 L/100 km

L'ORIGINAL LE GUIDE DE L'AUTO DEPUIS 1987
Voiture de l'année
et meilleur achat

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE♦

0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT

JUSQU'À
72
MOIS†



ET
AUCUN PAIEMENT
AVANT
90 JOURS††

Mazda6 2010

PLUS
DES ÉCONOMIES ADDITIONNELLES$^{\Omega}$ DE



Route : 6,9 L/100 km
Ville : 10,4 L/100 km

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES
MEILLEURE COTE POUR LES 5 ESSAIS♦



0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT

JUSQU'À
72
MOIS†



ET
AUCUN PAIEMENT
AVANT
90 JOURS††

Mazda5 2010

Route : 7,0 L/100 km
Ville : 9,6 L/100 km

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE♦

2010
Prix écoÉNERGIE
POUR LES VÉHICULES 2010♦♦

INCROYABLES OFFRES DE LIQUIDATION
0 % JUSQU'À 60 MOIS OU RABAIS AU COMPTANT SUR TOUS NOS MODÈLES 2010 NEUFS.

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. **VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.**

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS *plus* CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

† Financement à l'achat aux particuliers de 0 % jusqu'à 60 mois sur les modèles Mazda3 et Mazda3 Sport 2010 neufs et de 0 % jusqu'à 72 mois sur les modèles Mazda6 et Mazda5 2010 neufs. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Exemples de financement à l'achat d'une Mazda3 GX (D4XS50AA00), d'une Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY60AA00) et d'un Mazda5 GS (E6SD50AA00) 2010 neufs : Basé sur un financement de 15 000 $/20 000 $/20 000 $ au taux de financement de 0 % sur 60/72/72 mois, les frais de crédit sont de 0 $ et les paiements mensuels de 250,00 $/277,78 $/277,78 $ pour une obligation totale de 15 000 $/20 000 $/20 000 $. †† Aucun paiement avant 90 jours : Cette offre s'applique au financement à l'achat de toute Mazda 2010 neuve en inventaire. 90 jours après la date inscrite au contrat, l'acheteur effectuera les paiements mensuels selon les montants établis pour la durée du terme prévue au contrat. Applicables aux offres précédentes, les frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda3 Sport : 1 395 $; Mazda6 et Mazda5 : 1 595 $), l'immatriculation, les assurances, les taxes et les frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, sont en sus. Un comptant initial pourrait être requis. ♦Essais menés sur les Mazda3, Mazda6 et Mazda5 2010 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov/) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration). ♦♦D'après les cotes de consommation de carburant 2010 publiées par Ressources naturelles Canada. $^{\Omega}$ Cette offre est valable à l'achat d'un modèle Mazda6 2010 neuf effectué entre le 4 et le 31 août 2010. L'acheteur a le choix de recevoir une carte Visa Mazda prépayée (envoi de la carte à l'acheteur en octobre 2010) de 1 000 $ ou un rabais au comptant instantané de 1 000 $ applicable sur le prix du véhicule acheté. Voir votre concessionnaire pour les détails. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails ou visitez mazda.ca. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à partir du 1er août 2010.

mazda PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS